

Mémoire en réponse à l'avis délibéré n°014958/A P du 16 avril 2026 de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne sur le projet d'extension d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail à Saint-Germain-en-Coglès (35)

Mémoire en réponse

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
2) Qualité de l'évaluation environnementale 2.1. Observations générales		
<p>Le dossier étudié par l'Ae est la version numérique datée de septembre 2025. Il comporte l'étude d'impact, son résumé non technique et ses annexes (dont une étude des risques sanitaires, une étude acoustique, une étude géotechnique, une étude faune-flore) ainsi qu'une étude de dangers.</p> <p>La compréhension de l'étude d'impact s'avère fortement dépendante de la lecture de ses annexes, en particulier en ce qui concerne la description de l'état actuel et du projet. Cette description doit être reprise de manière plus complète dans l'étude d'impact et dans son résumé non technique. Des illustrations des installations existantes et des schémas du fonctionnement actuel doivent être ajoutés afin de pouvoir mieux apprécier l'évolution entre les situations actuelle et en projet.</p> <p>Beaucoup d'informations relatives à l'analyse des impacts, en particulier les principaux résultats de l'étude de dangers et de l'étude des risques sanitaires, se trouvent également en annexe et sont très peu reprises dans l'étude d'impact et dans son résumé non technique.</p> <p><i>L'Ae recommande d'améliorer et de compléter la description du projet dans l'étude d'impact et son résumé non technique afin de rendre ces documents autoportants.</i></p>	<p>L'étude d'impact constitue un document d'envergure dont la structure repose sur un équilibre entre exhaustivité et accessibilité. Conformément aux bonnes pratiques en matière de documentation technique et réglementaire, le renvoi aux annexes répond à un double objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allègement du document principal : Cette organisation permet de maintenir la lisibilité de l'étude d'impact en évitant d'alourdir le corps du texte avec des développements techniques détaillés qui nuiraient à la compréhension globale du projet ; • Accessibilité graduée de l'information : Elle offre aux différents lecteurs (services instructeurs, public, bureaux d'études) la possibilité d'accéder au niveau de détail souhaité selon leurs besoins spécifiques. <p>Pour chaque thématique technique faisant l'objet d'une étude spécialisée (risques sanitaires, acoustique, faune-flore, dangers), il a été systématiquement intégré dans l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une synthèse des conclusions principales ; • Les résultats pertinents pour l'appréciation des impacts du projet ; • Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation identifiées ; • Les éléments essentiels à la compréhension des enjeux environnementaux. <p>Les annexes contiennent les développements méthodologiques complets, les données brutes et les analyses détaillées, permettant ainsi aux lecteurs souhaitant approfondir un aspect particulier d'accéder à l'ensemble des éléments techniques.</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
2.2. État initial de l'environnement		
<p>Les thématiques principales sont dans l'ensemble abordées de manière proportionnée au projet, avec un croisement de données bibliographiques et d'études de terrain. Les aires d'étude de chaque thématique nécessitent cependant d'être définies plus rigoureusement. Les informations relatives au contexte paysager et à l'évolution des conditions climatiques doivent être davantage détaillées.</p>	<p><u>Contexte paysager</u></p> <p>Comme indiqué au paragraphe 4.3.3 de l'étude d'impacts, le contexte paysager se caractérise par deux grandes entités : activités agricoles et espaces bocagers.</p> <p>Les occupations aux abords du site concernent essentiellement des champs et les habitations proches se situent à plus de 150 m.</p> <p>Le projet prend place sur un site existant et présentera des hauteurs et des volumes similaires aux éléments bâtis déjà en place.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, le contexte paysager n'a pas été identifié comme présentant un fort enjeu et il n'a pas été jugé pertinent de développer cet aspect de manière approfondie.</p> <p><u>Evolution des conditions climatiques</u></p> <p>L'étude d'impacts fait état du contexte climatique initial avant projet (§ 4.3.2), des incidences du projet sur le changement climatique en phase chantier (§ 5.13) et de la prise en compte du changement climatique afin limiter le réchauffement et s'adapter au changement du climat du projet en phase d'exploitation (§ 6.8).</p> <p>Les incidences du projet en phase chantier et les impacts en phase d'exploitation ont été estimés faibles.</p> <p>Les ETS MICHEL s'engagent également dans l'atténuation et l'adaptation de leur métier aux changements climatiques.</p> <p>D'après le manuel RSE, les ETS MICHEL ont structuré leur action climatique autour de l'axe stratégique n°3 : "Agir face au changement climatique", qui constitue l'un des trois piliers fondamentaux de leur politique RSE aux côtés de la pérennisation des filières locales et de la valorisation de leurs métiers.</p>	<p>Annexe 1 : Démarche RSE du Groupe MICHEL</p>

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	<p>Le Groupe MICHEL (auquel appartiennent les ETS MICHEL) a fait le choix d'agir simultanément sur deux dimensions complémentaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'atténuation avec la réduction de l'empreinte carbone et des émissions de gaz à effet de serre ; 2. L'adaptation avec la préparation aux impacts inévitables du changement climatique sur leurs activités. <p>Cette approche globale s'inscrit dans l'engagement du secteur de la nutrition animale de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre sur le volet alimentaire des élevages entre 2020 et 2030.</p> <p>Les actions prioritaires 2025 définies par le Groupe MICHEL sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etablir le bilan carbone de l'ensemble des sociétés du groupe. Cette démarche structurante vise à : <ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une vision globale et précise de son empreinte carbone ; • Identifier les leviers d'action les plus efficaces à l'échelle du groupe ; • Cibler les principales sources d'émissions sur l'ensemble de la chaîne de valeur (production, transport, approvisionnement). 2. Réaliser l'inventaire des mesures d'atténuation existantes afin de valoriser les initiatives existantes, orienter les actions futures vers une réduction durable des émissions et constituer une base pour définir des indicateurs de performance RSE. 3. L'intégration systématique de l'efficacité énergétique à tous les projets de rénovation ou de construction, avec une attention particulière portée à : <ul style="list-style-type: none"> • L'efficacité des équipements ; • La performance énergétique des bâtiments. 	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	<p>L'entreprise souhaite obtenir une vision globale, agricole et industrielle permettant d'identifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce qu'elle subit ; • Ce sur quoi elle peut agir ; • Ce qu'elle peut anticiper. <p>Cette démarche vise à ne pas se tromper dans les décisions d'investissement, particulièrement lourds et engageants sur le long terme dans ce secteur.</p> <p>Le groupe a identifié plusieurs impacts majeurs liés au changement climatique sur l'ensemble de ses activités. Sur le plan industriel, ces changements se traduisent notamment par des phénomènes de surchauffe affectant les moteurs, transformateurs et serveurs, ainsi que par des risques croissants pesant sur l'approvisionnement en matières premières.</p> <p>Dans le domaine agricole, le groupe observe une modification des zones de culture et des conditions d'élevage, nécessitant une évolution de la densité et de la taille des troupeaux. Cette transformation implique également une adaptation des modalités de livraison pour répondre aux nouvelles contraintes territoriales et climatiques.</p> <p>Enfin, la problématique des nuisibles constitue un enjeu particulier. Les insectes s'adaptent rapidement aux nouvelles conditions climatiques et parviennent à pénétrer dans les stocks malgré les mesures de protection déployées, représentant ainsi un risque sanitaire et économique pour l'activité du groupe.</p> <p>Ces impacts identifiés justifient la démarche structurée d'adaptation que le Groupe MICHEL a engagée, avec l'accompagnement d'experts externes (ADEME et Bretagne Compétitivité) pour accéder à des outils de projection climatique et anticiper les évolutions futures.</p>	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
2.3. Justification environnementale des choix		
<p>Pour rappel, l'article R. 122-5, 7° du code de l'environnement, précisant l'article L. 122-3, d) du même code, stipule que l'étude d'impact doit comporter « <i>une description des solutions de substitution raisonnables</i> » et « <i>une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine</i> ».</p> <p>Le projet consiste en l'extension sur place d'une usine existante. L'étude d'impact ne propose pas de solution de substitution raisonnable sur d'autres sites, ce qui paraît légitime eu égard à la nature du projet.</p> <p>Cependant une comparaison de variantes techniques (dont par exemple celle d'absence de projet) sur ce même site et de leurs incidences sur l'environnement et la santé humaine est nécessaire : la solution retenue n'est donc pas justifiée de ce point de vue dans le dossier.</p>	<p>Le paragraphe 11. SCENARIO DE REFERENCE ET EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT de l'étude d'impact présente une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet, dénommée « scénario de référence », ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en cas d'absence de mise en œuvre du projet (article R122-5 II 3° du Code de l'Environnement).</p> <p>Le tableau comparatif ci-dessous permet d'évaluer de manière claire les différences entre l'évolution de l'environnement avec et sans mise en œuvre du projet.</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude			Référence
	CATEGORIE	Evolution de l'environnement en cas de mise en œuvre du projet	Aperçu probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet	
	CONTEXTE PHYSIQUE			
	Hydrogéologie	L'aménagement de la fosse souterraine est susceptible d'atteindre la nappe d'eau souterraine. Les travaux d'aménagement, par leur nature, pourraient avoir un impact sur la qualité des eaux. En phase d'exploitation, la fosse sera étanche, aucune interaction n'est prévisible avec les eaux. L'étude hydrogéologique en cours permettra d'identifier les mesures nécessaires pour éviter tout risque de contamination de la nappe. Ces mesures seront strictement appliquées, tant en phase travaux, qu'en phase d'exploitation.	En l'absence du projet, il n'y aurait pas d'aménagement de la nouvelle fosse, il n'y aurait donc aucun risque d'atteinte à la qualité des eaux souterraines pour ce qui est de la phase travaux. En revanche, pour ce qui concerne la phase exploitation, le risque de contamination de la nappe existe déjà, le site étant actuellement doté de deux fosses souterraines.	
	Hydrographie	La future station de lavage et de désinfection des véhicules induira une consommation en eau plus important que l'actuelle station. Notons tout de même que cette station sera dotée d'un système de recyclage, ce qui permettra de réduire les volumes d'eau actuellement consommées sur le site. Les eaux usées de la nouvelle station ne pouvant être recyclées seront renvoyées à la lagune existante. Elles auront au préalable subi un prétraitement intégré à la station de lavage et de désinfection.	En cas de non mise en œuvre du projet, le site maintiendrait sa consommation en eau, l'actuelle station ne permettant pas de recycler les eaux de lavage.	
	Qualité de l'air	Les aménagements projetés par les ETS MICHEL impliquent l'installation d'un nouvel émissaire. Qui concerne les installations de dépoussiérages au niveau de la fosse. L'émissaire lié à la fosse viendra en remplacement de celui lié à l'actuelle fosse 1.	Maintien des émissions atmosphériques actuelles.	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude			Référence	
	CATEGORIE	Evolution de l'environnement en cas de mise en œuvre du projet	Aperçu probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet		
	CONTEXTE HUMAIN				
	Socio-économie	Malgré la proximité relative de certaines habitations au site, les aménagements projetés ne seront pas de nature à induire de gêne particulière. La mise en œuvre du projet n'aura donc pas d'incidence sur le contexte socio-économique.	La non mise en œuvre du projet n'aurait pas d'incidence sur le contexte socio-économique.		
	CONTEXTE NATUREL				
	Trames vertes et bleues	Les aménagements tiendront compte des propositions de mesures ERC faites dans le cadre de l'inventaire faune flore. L'application de ces mesures impliquera un impact résiduel du chantier sur la faune, la flore et les habitats non significatif, voir apparaîtra positif de par l'aménagement de milieux favorables à l'implantation et au développement d'une faune et d'une flore diversifiée.	En l'absence de mise en œuvre du projet, la qualité écologique du site restera inchangée.		
	Inventaire faune flore				
	Zones humides				
	Enfin, à échelle plus large que l'aire d'étude retenue, la non mise en œuvre du projet, qui s'inscrit dans la démarche de souveraineté alimentaire du pays, serait de nature à accompagner le déclin de la filière d'élevage locale et de la production de denrées alimentaires françaises.				

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
2.4. Analyse des incidences et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées		
<p>Dans la limite de la définition du périmètre de projet soulignée précédemment, les incidences du projet sont convenablement identifiées. Il n'y a pas de méthodologie précisément définie pour estimer les niveaux d'incidences retenus, hormis l'appui sur des retours d'expérience d'aménagements similaires.</p> <p>Une bonne partie de l'analyse des incidences est consacrée à une démonstration de la conformité réglementaire du projet, ce qui ne constitue pas une recherche de mesures d'évitement et de réduction dans l'optique de minimiser les incidences. La partie relative aux conséquences environnementales des dangers de l'usine doit par ailleurs être mieux analysée.</p> <p>Enfin, les incidences issues des effets de cumul avec le fonctionnement de la société de transport, présente sur le même site, doivent faire l'objet d'une évaluation.</p>	<p>La présente demande d'Autorisation Environnementale portée par les ETS MICHEL se faisant au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement introduites au chapitre 1er, Titre 1er, Livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, une évaluation du projet vis-à-vis de la réglementation applicable apparaît nécessaire et pertinente.</p> <p>Il est par ailleurs précisé que le site est engagé dans une démarche d'amélioration continue qui concerne notamment les enjeux environnementaux et énergétiques auxquels le site est exposé. Cet engagement se traduit par la mise en place de systèmes de management de l'environnement et de l'énergie qui impliquent notamment des suivis (mesures et analyses), des audits et des plans d'actions qui ne sont pas tous présentés dans le dossier, qui, par sa nature, se veut à portée réglementaire.</p> <p>Le paragraphe 9 de l'étude d'impacts est dédié à l'évaluation des impacts cumulés avec d'autres projets existants ou approuvés, conformément aux prescriptions portées à l'article R122-5 du Code de l'Environnement. S'agissant de projets, il est admis que l'état initial n'est pas impacté par les incidences associées à ces projets au moment de la rédaction de l'étude d'impacts. La société TRANSPORTS ALLAIRE est existante et ne constitue donc pas un projet. Les incidences liées à l'exploitation de cette société ont donc pu être prises en compte dans la caractérisation de l'état initial présentée au paragraphe 4 de l'étude d'impacts.</p>	-


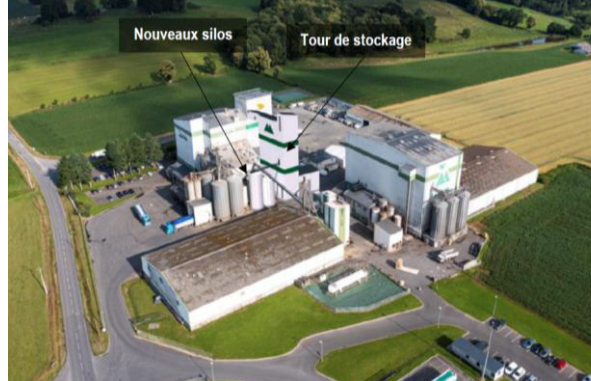



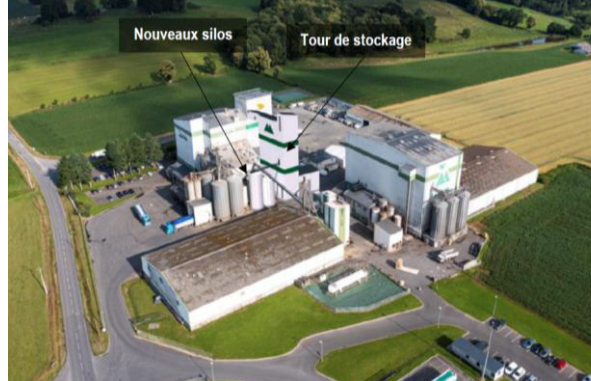



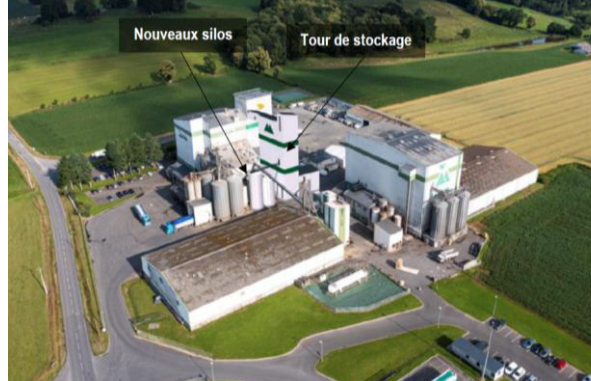


Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
2.5. Dispositif de suivi		
<p>L'étude propose des mesures de suivi dans l'optique d'identifier des incidences imprévues, de vérifier que les mesures mise en œuvre sont adaptées aux résultats escomptés et d'apporter les mesures correctives nécessaires. Les modalités, objectifs et indicateurs de suivi doivent être plus amplement décrits dans le corps de l'étude d'impact. Le type de mesures correctives envisageables doit également être précisé.</p>	<p>L'étude d'impacts présentée dans le cadre de la demande d'Autorisation Environnementale ne constitue pas un document d'exploitation. Il s'agit d'une présentation à un instant donné du projet et de son environnement.</p> <p>Dans le cadre de son exploitation et des systèmes de management de l'environnement et de l'énergie qu'il a mis en place, le site suit des indicateurs environnementaux et énergétiques et met en place les actions nécessaires en cas de dérive.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance du site en termes de rejets aqueux et atmosphériques ainsi que les mesures des niveaux sonores présentés dans l'étude d'impacts permettent d'illustrer la fiabilité de cette philosophie, qui continuera d'être appliquée après projet.</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
<p align="center">3) Prise en compte de l'environnement 3.1. Ressource en eau <i>3.1.1. Gestion des consommations d'eau potable</i></p>		
<p>Le projet implique une augmentation des besoins en eau potable du réseau public pour le process industriel, le fonctionnement de la chaudière et pour la nouvelle station de lavage. Cette augmentation sera de l'ordre de 4 500 m³ par an soit près de + 30 % par rapport à la situation actuelle, pour un total de 19 700 m³ annuels. Les volumes utilisés seront issus du réseau public de distribution. Afin de limiter la consommation d'eau, la future station de lavage des véhicules sera équipée d'un système de recyclage grâce auquel le porteur de projet envisage de récupérer et recycler 80 % des eaux de lavage dans des conditions de fonctionnement optimal. L'évolution de la consommation en eau pour les besoins du process industriel sera proportionnelle à l'évolution du tonnage escompté. Le dossier ne précise pas si des mesures techniques ont été envisagées pour limiter les consommations d'eau de process.</p>	<p>La consommation d'eau associée au process est directement liée aux recettes des aliments fabriqués et à l'efficacité alimentaire recherchée. Ces dernières sont conçues sur-mesure afin de répondre aux besoins nutritionnels des animaux et aux conditions d'une croissance en bonne santé. Réduire la consommation d'eau liée au process induirait une modification des produits finis (présentation farine plutôt que granulés ou miettes par exemple), ce qui impliquerait la nécessité d'augmenter les apports d'eau de boisson et d'aliments chez les animaux consommant ces produits finis.</p> <p>Par ailleurs, l'eau de process est utilisée sous forme de vapeur, qui assure la sécurité bactériologique des aliments. Réduire la consommation de vapeur pourrait donc impliquer des risques sanitaires impactant les produits finis.</p> <p>Ainsi, l'économie associée à une diminution des consommations en eau dans le process n'est pas un gage de qualité nutritionnelle et de sécurité sanitaires des aliments.</p> <p>Les économies sont menées par l'amélioration des procédés : nouvelle chaudière vapeur installée en 2022 et recyclage d'eau du projet de station de lavage.</p> <p>Ces leviers se retrouvent dans le plan de sobriété hydrique rédigé par la profession, publié en février 2024 et soutenu par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique. Les ETS MICHEL s'inscrivent pleinement dans ce plan.</p>	<p align="center">-</p>

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.1.2. Qualité des effluents		
<p>Le projet induit le rejet d'eau de lavage et de désinfection des véhicules, qui sera d'abord dirigée vers une unité de prétraitement par phytoremédiation des boues et des surnageants, avant d'être renvoyée soit vers l'unité de recyclage des eaux, soit vers la station de traitement des eaux usées (STEU) existante sur le site.</p> <p>Cette STEU recueille également les eaux de ruissellement des voiries de lavage, après traitement. Les eaux sont ensuite rejetées dans le ruisseau de la Volerie, affluent de la Loisanche.</p> <p>La nature et la dangerosité des produits utilisés sur la station de lavage sont présentés au sein de l'étude de risques sanitaires. L'incidence environnementale de ces produits doit également être analysée dans l'étude d'impact. Enfin le volume et le devenir des boues doivent également être précisés.</p> <p>L'Ae recommande de préciser le devenir des boues issues de la station de prétraitement.</p> <p>Dans le dossier, l'impact sur le cours d'eau est estimé comme étant similaire à l'impact actuel, considérant que les activités sont inchangées, que les effluents font l'objet d'un prétraitement et que le futur débit du cours d'eau sera similaire au débit actuel. Une évolution de ce débit dans le cadre du changement climatique devrait pourtant être envisagée et étudiée.</p> <p>Le suivi de la qualité des rejets issus de la station de prétraitement est prévu dans l'étude d'impact mais les modalités doivent en être précisées.</p>	<p>L'étude de risques sanitaires constituant l'annexe 12 de l'étude d'impacts, il n'a pas été jugé pertinent de repréciser les potentielles incidences liées à l'utilisation de produits de lavage et de désinfection des véhicules dans l'étude d'impacts.</p> <p>Le volume des boues issues de la future station de lavage et désinfection restera identique aux volumes générés par l'actuelle station de lavage des camions, à savoir de l'ordre de 20 à 25 t/an. Ces boues seront envoyées en plateforme de compostage ou en méthanisation (selon le pouvoir méthanogène des boues).</p> <p>Concernant l'évaluation de l'impact des rejets aqueux en tenant compte des éventuelles évolutions du débit du cours d'eau récepteur associées aux changements climatiques, il est précisé que le débit retenu au paragraphe 6.2.1 de l'étude d'impacts pour l'évaluation de l'impact correspond au débit mensuel minimal naturel de retour 5 ans, soit le débit en moyenne mensuelle le plus faible sur 5 années de mesure. Cette approche majorante permet d'évaluer l'impact des rejets du site en situation défavorable (débit très faible) et reste représentative vis-à-vis des évolutions de débits associées aux changements climatiques.</p> <p>En ce qui concerne la qualité des rejets induits par la station de lavage et de désinfection en projet, un protocole de suivi expérimental de la phytodépollution des eaux de surverse de la décantation a été défini avec le prestataire SVITEC, qui assurera la mise en place et le suivi expérimental de l'installation. Ce protocole prévoit notamment des contrôles de performance et de bon fonctionnement de la station mais également des opérations d'entretien des équipements qui la composent. Son contenu est détaillé au paragraphe 4 de l'offre SVITEC présentée en annexe 10 de l'étude d'impacts.</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
<i>3.1.3. Qualité des effluents</i>		
<p>Selon l'étude d'impact, les travaux et l'exploitation de la fosse souterraine et de l'usine ne sont pas de nature à affecter la ressource en eau souterraine qualitativement ou quantitativement, alors que le projet est situé en périmètre de protection de captages pour la production d'eau potable. Des précautions sont prises, en phase de travaux, pour réduire le risque de pollution, ainsi qu'en phase d'exploitation pour garantir l'étanchéité de la fosse. Un suivi qualitatif et quantitatif mériterait d'être mis en œuvre pour garantir la protection de la ressource en eau souterraine.</p>	<p>Comme cela est précisé dans l'étude d'impacts, une étude hydrogéologique (disponible en annexe 4 de l'étude d'impacts) a été réalisée. Cette dernière conclut sur le fait que la profondeur de la future fosse ne sera pas susceptible d'atteindre la nappe d'eau souterraine, qui est plus profonde. De plus, la fosse sera finalement moins profonde et sera de 6 m au lieu de 7 m comme prévu initialement.</p> <p>Une prestation de contrôle par une tierce personne est prévue en phase chantier afin de vérifier la bonne mise en pratique des recommandations portées dans cette étude. Le devis relatif à cette prestation est disponible en annexe 14 de l'étude d'impacts.</p> <p>Le paragraphe 5.4.1. de l'étude d'impacts précise également qu'il est prévu la mise en place d'un tapis drainant en fond de fosse afin d'assurer un cuvelage permettant d'étanchéifier le fond de fosse et protéger ainsi la nappe.</p> <p>Il est enfin rappelé que le site est en contact direct avec le service des eaux du bassin Rennais, qui a donné son accord quant à la réalisation du projet faisant l'objet de la présente demande d'Autorisation Environnementale (accord disponible en annexe 8 de l'étude d'impacts).</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.2. Paysage		
<p>Le principal élément du projet consiste en la construction d'une nouvelle tour de 38 m au sein des constructions déjà existantes. L'intégration est facilitée par l'harmonie des volumes, matériaux et coloris avec les bâtiments existants. Des précisions doivent cependant être apportées quant à l'écart de hauteur par rapport aux constructions existantes. Il ne modifie pas significativement l'ambiance paysagère des lieux. En revanche, les visibilitées sur l'usine ne sont pas illustrées. Seule une vue aérienne de l'insertion paysagère du projet est proposée dans le dossier. Des illustrations complémentaires doivent être apportées afin de mieux figurer l'existence ou l'absence de visibilité du projet dans le paysage proche ou éloigné. Cette appréciation est rendue d'autant plus difficile que le contexte paysager est très succinctement décrit dans l'état initial.</p> <p><i>L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences paysagères en renforçant la description et l'illustration du contexte paysager actuel et en ajoutant des points de vue supplémentaires sur le projet nécessaires pour apprécier l'intégration paysagère de l'usine.</i></p>	<p>Comme l'indique l'étude d'impacts au paragraphe 4.3.3, le contexte paysager se caractérise par deux grandes entités : activités agricoles et espaces bocagers.</p> <p>Les occupations aux abords du site concernent essentiellement des champs et les habitations proches se situent à plus de 150 m.</p> <p>Le projet prend place sur un site existant et présentera des hauteurs et des volumes similaires aux éléments bâtis déjà en place.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, le contexte paysager n'a pas été identifié comme présentant un fort enjeu et il n'a pas été jugé pertinent de développer cet aspect de manière approfondie.</p> <p>Pour finir, concernant la hauteur de la tour, comme cela est précisé au paragraphe 12 de l'étude d'impacts, cette dernière est nécessaire compte tenu du fait que l'espace disponible au sol est assez réduit. Notons de plus qu'au vu des hauteurs des bâtiments déjà existants, la hauteur de la tour n'aura pas d'incidence significative sur le paysage.</p>	-

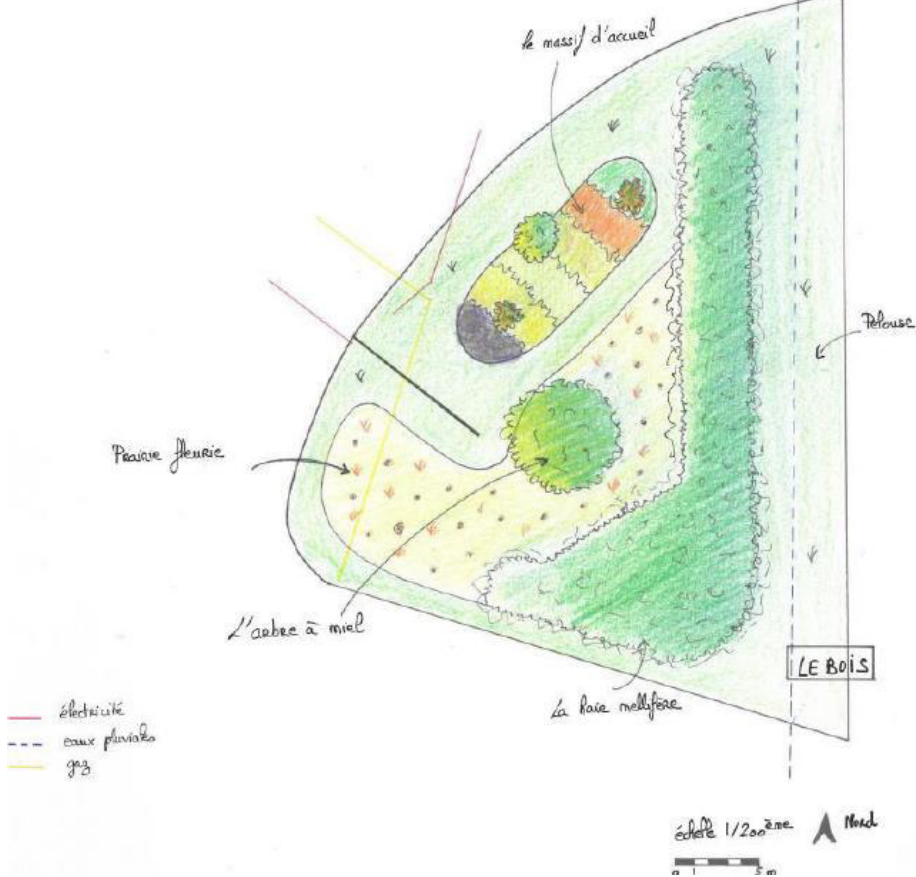
Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence						
	<p>Les photos suivantes illustrent l'insertion paysagère du site, en situation actuelle et après projet.</p> <table><tr><th>Situation actuelle</th><th>Situation après projet</th></tr><tr><td></td><td><p>Nouveaux silos</p><p>Tour de stockage</p></td></tr><tr><td></td><td><p>Nouvelle station</p></td></tr></table>	Situation actuelle	Situation après projet		 <p>Nouveaux silos</p> <p>Tour de stockage</p>		 <p>Nouvelle station</p>	
Situation actuelle	Situation après projet							
	 <p>Nouveaux silos</p> <p>Tour de stockage</p>							
	 <p>Nouvelle station</p>							

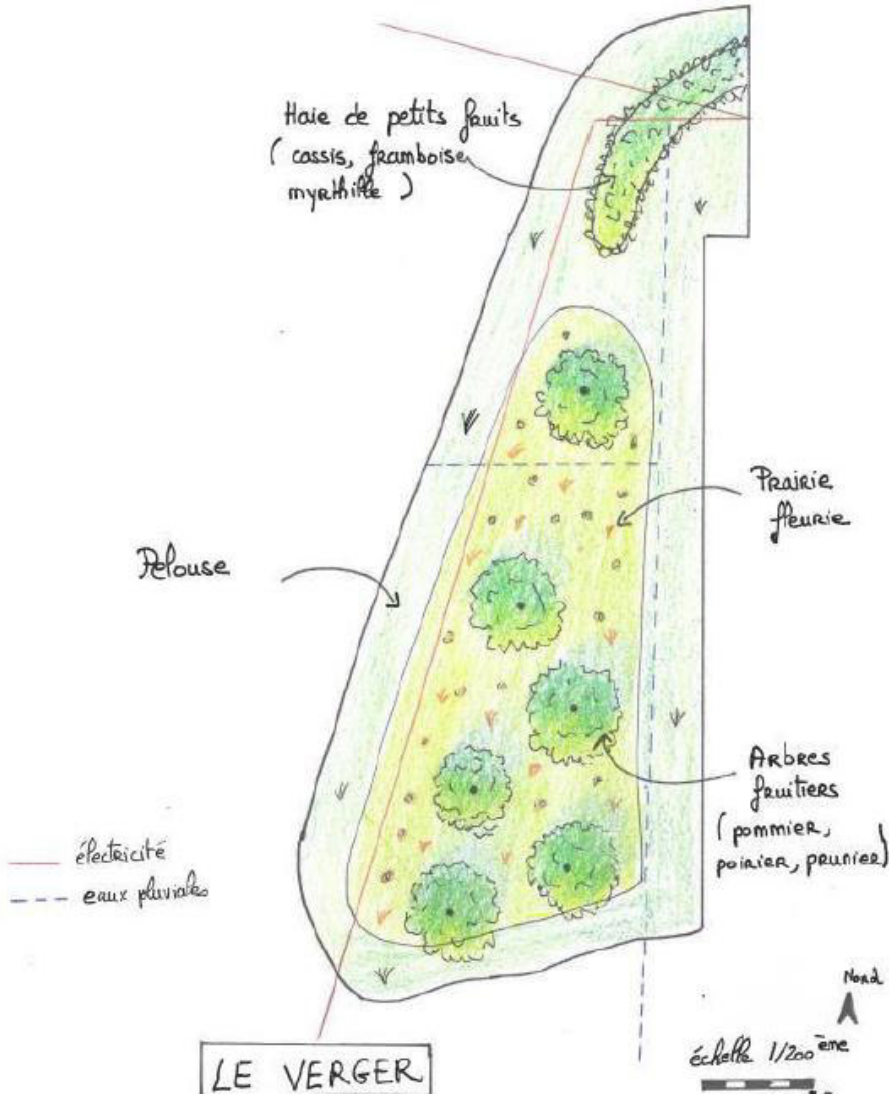
Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
<p align="center">3.3. Cadre de vie 3.3.1. Qualité de l'air</p>		
<p>Les activités du site génèrent des émissions atmosphériques provenant des chaudières, des différents équipements de fabrication des aliments (fosse, broyeur, refroidisseur) et de la circulation des véhicules. Les principales émissions sont les oxydes d'azote, les poussières et le monoxyde de carbone ; elles seront augmentées dans le cadre du projet. Une partie des rejets atmosphériques est traitée par systèmes de cyclones et de filtres à manche. L'efficacité de ce traitement en comparaison notamment de solutions alternatives n'est pas précisée dans l'étude d'impact.</p> <p>La dispersion des polluants atmosphériques a été modélisée et les incidences sur les riverains les plus proches du site ont été analysées. Les résultats sont inférieurs d'un facteur 10 à l'extérieur du site et au droit des habitations, en comparaison des valeurs toxicologiques de référence ou des valeurs guide de qualité de l'air fournies par l'organisation mondiale de la santé (OMS), ce qui permet de préserver une qualité de l'air acceptable pour ces polluants. Un suivi de l'exposition des populations aux polluants pourrait être envisagé afin de confirmer l'acceptabilité des concentrations.</p> <p>La redéposition au sol des polluants et ses conséquences sur les milieux naturels et agricoles n'est en revanche pas évaluée.</p>	<p>Les éléments de traitement des rejets atmosphériques retenues (filtres à manches et cyclones) sont les systèmes présentés dans la MTD 17 du BREF FDM. Ce document réglementaire établi par la commission européenne est relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux industries agroalimentaires. L'efficacité des dispositifs est donc jugée avérée. Par ailleurs, les analyses faites sur les rejets atmosphériques du site montrent des résultats conformes aux valeurs limites autorisées.</p> <p>L'étude de risques sanitaires s'est intéressée à évaluer les risques induits par les rejets atmosphériques du site pour la population humaine environnante, établie selon les modalités du guide INERIS de septembre 2021. Les calculs de risques sont notamment basés sur les hypothèses majorantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques basée sur des rejets dont la concentration en polluants est considérée égale au maximum autorisé. Comme l'illustrent les données relatives aux rejets atmosphériques du site fournies dans l'étude d'impacts, les rejets du site sont en réalité bien en-deçà des limites autorisées ; • Calculs des risques établis à partir des concentrations maximales susceptibles d'être rencontrées dans la zone d'étude, selon les résultats de la modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques du site, et non à partir des concentrations susceptibles d'être rencontrées au droit des habitations ; • Prise en compte de paramètres d'expositions aux rejets continue (24h/24, 365 j/an). <p>Malgré la prise en compte de ces hypothèses majorantes, les calculs de risques montrent l'absence de risques sanitaires induits par les rejets du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau de risque de l'ordre de 6/100 000^{ème} de la limite réglementaire le monoxyde de carbone ; • Niveau de risque de l'ordre d'1/10^{ème} de la valeur guide de l'OMS pour les poussières ; • Niveau de risque de l'ordre de 2,3/100^{ème} de la valeur guide de l'OMS pour les oxydes d'azote. 	<p align="center">-</p>

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	<p>Compte tenu de ces éléments, de l'occupation des abords du site (champs agricoles) et la distance des habitations au site, la mise en place d'un plan de surveillance des rejets dans l'environnement semble peu pertinente.</p> <p>Enfin, selon les données bibliographiques disponibles, les polluants rejetés par les ETS MICHEL ne sont pas de nature à présenter des risques sanitaires par voie d'ingestion : seule l'inhalation est retenue comme voie d'exposition à risque potentiel.</p> <p>La voie d'exposition par ingestion étant écartée, il n'y a pas d'intérêt à évaluer la redéposition au sol des polluants, qui a pour objectif, dans le cadre d'une étude du risque sanitaire, de déterminer la quantité de polluants susceptible d'être ingérée par les populations du secteur d'étude.</p>	

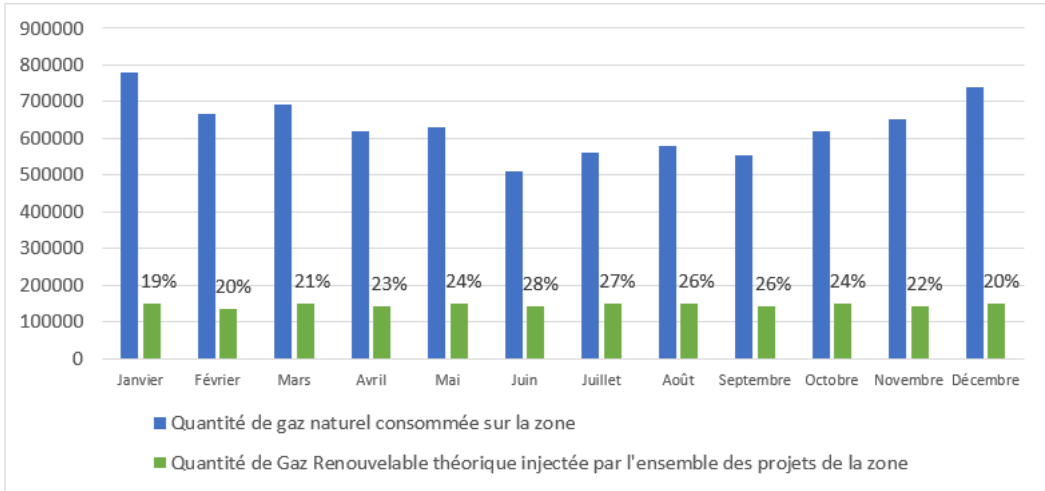
Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.3.2. Nuisances		
<p>Le site fonctionne 24h/24 pendant 6 jours par semaine, exposant les riverains à de potentielles nuisances quasi en permanence. Les principales sources de bruit sont identifiées et l'étude d'impact considère que les futurs aménagements ne seront pas de nature à créer des émissions supplémentaires ou à modifier les niveaux sonores existants, qui sont en l'état en conformité avec les prescriptions réglementaires. Aucune mesure supplémentaire n'est donc envisagée. Des mesures de niveaux sonores seront effectuées à la mise en œuvre du projet afin de garantir le respect des valeurs seuil réglementaires.</p> <p>Les principales sources d'odeur qui sont identifiées proviennent des activités de process, de la lagune de traitement des eaux usées et de la nouvelle station de lavage et de désinfection des véhicules. La nature des odeurs n'est pas formellement caractérisée (origine précise, intensité, durée). Les éventuelles mesures d'évitement et de réduction des odeurs liées au process industriel ne sont pas présentées. La dispersion des odeurs générées par la décantation des boues sera limitée par les casiers au sein desquels les processus de phytoremédiation ont lieu.</p> <p>Les nuisances olfactives sont évaluées comme nulles dans l'étude d'impact, le dossier précisant également qu'aucune plainte n'a été formulée jusqu'à présent.</p> <p>En dépit de nuisances qui ne devraient pas significativement évoluer par rapport à l'état actuel, un suivi des gênes olfactives et sonores mériterait d'être envisagé.</p> <p><i>L'Ae recommande de garantir la maîtrise des nuisances générées par le projet en mettant en œuvre un suivi des gênes ressenties par les riverains de l'usine.</i></p>	<p>Un recueil des plaintes est mis en place sur le site depuis 1972. Aucune plainte relative aux odeurs n'a été enregistrée depuis l'ouverture de ce registre.</p> <p>En ce qui concerne les émissions sonores, seule une plainte a été recensée. Cette dernière a fait l'objet d'une analyse des causes et des actions correctives ont été mises en place par le site dans le cadre de son système de management de l'environnement.</p> <p>Ce recueil restera actif le temps de la phase chantier ainsi qu'en phase d'exploitation à l'issue du projet.</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.4. Sols et biodiversité		
<p>Les nouveaux aménagements induisent la destruction de 60 m d'une haie ornementale dont la localisation et la connexion à la trame écologique ne sont pas précisées dans l'étude d'impact. Le projet prévoit pourtant de compenser cette destruction, sans que la fonctionnalité et l'incidence réelle de la suppression de cette haie aient été évaluées.</p> <p>Si les aménagements du site ne contribuent pas à conforter les fonctionnalités écologiques des milieux, leur incidence sur la trame écologique reste limitée par leur emprise et par l'extension essentiellement à l'intérieur de l'emprise imperméabilisée. La création de la nouvelle station de lavage induit toutefois l'artificialisation de 750 m² de prairie sans qu'aucune solution alternative soit proposée pour en éviter l'incidence.</p> <p>Les mesures d'accompagnement relatives à l'éclairage ou à l'entretien des espaces non construits méritent d'être davantage explicitées afin d'assurer leur efficacité à maintenir l'activité de la faune identifiée aux abords du site (avifaune et chiroptères notamment).</p> <p><i>L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences du projet sur les trames écologiques, en démontrant l'absence de solution alternative possible pour éviter ou réduire ces incidences.</i></p>	<p>La haie supprimée (environ 60 m) localisée au niveau des bureaux était composée des espèces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prunus ; • Cercis ; • Laurier sauce ; • Laurier palme nain ; • Pyracantha ; • Oranger du Mexique ; • Weigelia ; • Troène ; • Forsythia ; • Amélanchier ; • Fusain Emerald Gaity ; • Arugosa. <p>Il s'agit d'espèces arbustives très limitées en potentiel écologique et non propices aux chiroptères, à l'avifaune ou aux espèces patrimoniales.</p> <p>Cette haie n'est pas connectée au boisement situé au Nord-Ouest du site, ni à d'autres haies. Elle est assez isolée avec autour d'elle des zones remblayées ou goudronnées qui limitent la connexion à la trame écologique dans laquelle se situe le site.</p> <p>Les moyens de réduction mis en place afin de limiter l'impact de la destruction de la haie sur la connexion à la trame écologique sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux ont été réalisés en septembre afin de limiter l'impact sur la faune (avifaune, amphibiens, reptiles) ; • 60 m de haies ont été plantés (haie de petits fruits, haie mellifère) avec des espèces ayant un potentiel écologique plus élevé que l'ancienne haie ; • 550 m² de prairies fleuries et de massifs ont été plantés permettant une floraison tout au long de l'année. Un verger a également été créé. <p>Les prairies fleuries sont favorables à l'entomofaune (insectes), source de nourriture pour les chiroptères ou l'avifaune par exemple. Les deux images ci-dessous illustrent les nouveaux aménagements mis en place (source : Carnet d'ambiance – ETP Saint-James) :</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	 <p>The diagram is a hand-drawn site plan of a garden area. It features several labeled zones and infrastructure elements:</p> <ul style="list-style-type: none"> le massif d'accueil: A large, irregularly shaped area at the top, colored in shades of green and yellow, representing a main garden or reception area. Prairie fleurie: A yellow area on the left side, representing a flowering meadow. L'arbre à miel: A specific tree or plant located within the yellow meadow area. La haie mellifère: A green, irregularly shaped area at the bottom, representing a bee-friendly hedge. LE BOIS: A rectangular area on the right side, representing a wooded area. Térouse: A small area at the top right, near the wooded area. Infrastructure: A network of lines representing utilities: a red line for electricity, a dashed blue line for rainwater, and a yellow line for gas. Legend: A small legend at the bottom left identifies the utility lines: red for electricity, dashed blue for rainwater, and yellow for gas. Scale and Orientation: A scale bar at the bottom right indicates a scale of 1/200ème, with a north arrow pointing upwards. 	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	 <p>The diagram is a hand-drawn site plan of a property labeled "LE VERGER" at the bottom. It shows a rectangular area with several features:</p> <ul style="list-style-type: none"> Haie de petits fruits (cassis, framboise, myrtille): A line of small trees along the top boundary. Prairie fleurie: A grassy area on the right side. Arbres fruitiers (pommier, poirier, prunier): Five larger trees in the center-right area. Relouse: A curved line on the left side, possibly a fence or path. Infrastructure: A solid red line labeled "électricité" (electricity) and a dashed line labeled "eaux pluviales" (rainwater) run along the left and bottom boundaries. Scale and Orientation: A scale bar at the bottom right indicates "échelle 1/200^{ème}". Above it is a north arrow pointing upwards, labeled "Nord". 	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
	<p>Concernant la station de lavage, elle sera implantée sur une parcelle où il y a actuellement de la monoculture, représentant un enjeu faible d'un point de vue écologique. La parcelle a une surface de 12 006 m². L'emprise du projet est de 1 508 m², ce qui représente une emprise d'environ 12 %. Il est à noter que sur les 1 508 m² énoncés précédemment, seuls 750 m² seront exploités (soit 6 % de la parcelle), le reste de la surface sera engazonnée et la zone sera grillagée pour protéger la station de lavage. Les 10 498 m² restants de la parcelle resteront en monoculture comme actuellement.</p> <p>L'usine fonctionne en 3*8. Il est donc nécessaire d'avoir un éclairage du site. Néanmoins, l'éclairage est limité au strict minimum. Seules les voies de circulation sont éclairées pour garantir la sécurité des piétons et des poids lourds. En effet, des opérations de chargement de camions ont lieu pendant la nuit. L'éclairage mis en place est de l'éclairage LED qui éclaire en direction du sol. Aucune zone naturelle est directement éclairée. La hauteur d'éclairage est également limitée car elle est similaire à la hauteur d'un éclairage public. Aucune plainte de riverain n'a été déposée concernant l'éclairage du site la nuit.</p> <p>Les espaces non exploités du site sont soit utilisés en monoculture (comme c'est le cas de la parcelle qui accueillera la station de lavage), soit entretenus par un paysagiste. La fauche tardive est réalisée au pied des ruches après la récolte de miel à l'automne et au niveau de la lagune de traitement des eaux. Sur les parcelles engazonnées proches des bâtiments d'exploitation, la lutte efficace contre les nuisibles implique une tonte régulière.</p>	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence																																																				
3.5. Déchets et ressources																																																						
<p>Les principaux déchets générés par l'usine (près de 365 t par an dans le cadre du projet) sont des déchets végétaux issus du process industriel, qui sont ensuite méthanisés. L'usine produit également plus de 80 t annuelles d'emballages vides qui sont enfouis, la réalisation du projet augmentera ces déchets de 15 t supplémentaires. Les incidences relatives à ce mode de traitement impliquent que des solutions soient trouvées pour au minimum limiter la quantité de déchets voire les recycler. Seuls 10 % des produits finis sont commercialisés sous emballage ce qui permet de limiter une bonne partie des déchets de l'usine.</p> <p>L'étude ne fournit pas de bilan des consommations énergétiques avant et après projet et ne permet donc pas d'apprécier si les mesures adaptées ont bien été mises en œuvre pour limiter le recours aux ressources énergétiques fossiles.</p>	<p>Les principales consommations énergétiques du site concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le gaz naturel pour produire la vapeur ;• L'électricité, qui alimente le process ;• Le carburant qui alimente la flotte de poids lourds pour le transport des produits finis. <p>En ce qui concerne la production de vapeur, il est à noter que le remplacement récent de la chaudière, garantissant un meilleur rendement, permet de diminuer la consommation de gaz associée de 15%. Cette diminution de la consommation en gaz est renforcée par l'entretien régulier de la chaudière et l'utilisation de calorifugeage sur les tuyauteries de vapeur évitant les déperditions de chaleur.</p> <p>Un système de récupération de chaleur induite par les compresseurs, par le condenseur des fumées de combustion et par l'économiseur de la chaudière permet également le préchauffage de l'eau (passage d'une eau à 10°C à une eau à 90°C) sans apport énergétique supplémentaire.</p> <p>Enfin, il est à noter que le réseau gaz de la commune de Saint-Germain-en-Coglès est en partie alimenté par du biogaz issu d'installations de méthanisation du secteur. Le diagramme suivant présente la part de biogaz présente dans le gaz naturel alimentant la commune, et notamment le site des ETS MICHEL.</p> <div><table><thead><tr><th>Mois</th><th>Quantité de gaz naturel consommée sur la zone</th><th>Quantité de Gaz Renouvelable théorique injectée par l'ensemble des projets de la zone</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Janvier</td><td>~780,000</td><td>~150,000</td><td>19%</td></tr><tr><td>Février</td><td>~680,000</td><td>~130,000</td><td>20%</td></tr><tr><td>Mars</td><td>~700,000</td><td>~140,000</td><td>21%</td></tr><tr><td>Avril</td><td>~620,000</td><td>~140,000</td><td>23%</td></tr><tr><td>Mai</td><td>~630,000</td><td>~150,000</td><td>24%</td></tr><tr><td>Juin</td><td>~510,000</td><td>~140,000</td><td>28%</td></tr><tr><td>Juillet</td><td>~560,000</td><td>~150,000</td><td>27%</td></tr><tr><td>Août</td><td>~580,000</td><td>~140,000</td><td>26%</td></tr><tr><td>Septembre</td><td>~550,000</td><td>~140,000</td><td>26%</td></tr><tr><td>Octobre</td><td>~620,000</td><td>~140,000</td><td>24%</td></tr><tr><td>Novembre</td><td>~650,000</td><td>~130,000</td><td>22%</td></tr><tr><td>Décembre</td><td>~740,000</td><td>~150,000</td><td>20%</td></tr></tbody></table></div>	Mois	Quantité de gaz naturel consommée sur la zone	Quantité de Gaz Renouvelable théorique injectée par l'ensemble des projets de la zone	Pourcentage	Janvier	~780,000	~150,000	19%	Février	~680,000	~130,000	20%	Mars	~700,000	~140,000	21%	Avril	~620,000	~140,000	23%	Mai	~630,000	~150,000	24%	Juin	~510,000	~140,000	28%	Juillet	~560,000	~150,000	27%	Août	~580,000	~140,000	26%	Septembre	~550,000	~140,000	26%	Octobre	~620,000	~140,000	24%	Novembre	~650,000	~130,000	22%	Décembre	~740,000	~150,000	20%	-
Mois	Quantité de gaz naturel consommée sur la zone	Quantité de Gaz Renouvelable théorique injectée par l'ensemble des projets de la zone	Pourcentage																																																			
Janvier	~780,000	~150,000	19%																																																			
Février	~680,000	~130,000	20%																																																			
Mars	~700,000	~140,000	21%																																																			
Avril	~620,000	~140,000	23%																																																			
Mai	~630,000	~150,000	24%																																																			
Juin	~510,000	~140,000	28%																																																			
Juillet	~560,000	~150,000	27%																																																			
Août	~580,000	~140,000	26%																																																			
Septembre	~550,000	~140,000	26%																																																			
Octobre	~620,000	~140,000	24%																																																			
Novembre	~650,000	~130,000	22%																																																			
Décembre	~740,000	~150,000	20%																																																			

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence									
	<p>Concernant la consommation en électricité, le site assure notamment le renouvellement des moteurs asynchrones par des moteurs synchrones à reluctance ou à aimants permanents, le remplacement des systèmes poulies/courroies par des prises directes, l'évolution des programmes informatiques et l'automatisation de l'usine. La mise en place de ces actions permet de diminuer les consommations en électricité. A titre d'exemple, les ratios de consommations d'électricité ramenées aux volumes de production sont passés de 38 kW/t en 2011 à 28 kW/t en 2026.</p> <p>En ce qui concerne le transport des produits finis, afin de limiter la consommation en carburant, il est à noter que la flotte est régulièrement renouvelée (tous les 7 ans en moyenne), assurant un bon état des véhicules et la mise à disposition de matériel à jour d'un point de vue technologique. Enfin, les chauffeurs sont formés aux règles de l'écoconduite et les tournées sont optimisées au moyen d'un logiciel avec cartographie déployé par le site.</p> <p>La mise en place de ces actions permet de diminuer les consommations en carburants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eco conduite : baisse de 2 L/100 km ; • Evolution technologique des moteurs : <table data-bbox="842 727 1973 841"> <tr> <th>Type de poids lourd</th><th>2016</th><th>2026</th></tr> <tr> <td>Semi 30 tonnes</td><td>40 L/100 km</td><td>34 L/100 km</td></tr> <tr> <td>Tridem 17 tonnes</td><td>45 L/100 km</td><td>35 L/100 km</td></tr> </table> <p>Enfin, il est rappelé que le site est engagé dans une démarche d'amélioration continue et met en place un système de management de l'énergie. Dans ce contexte, il suit des indicateurs associés à ses consommations d'énergies (gaz, carburant, électricité), réalise des audits de performance énergétique et établit des plans d'action visant à limiter ses consommations en énergies.</p>	Type de poids lourd	2016	2026	Semi 30 tonnes	40 L/100 km	34 L/100 km	Tridem 17 tonnes	45 L/100 km	35 L/100 km	
Type de poids lourd	2016	2026									
Semi 30 tonnes	40 L/100 km	34 L/100 km									
Tridem 17 tonnes	45 L/100 km	35 L/100 km									

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.6. Prise en compte du changement climatique		
<p>Le changement climatique engendre un accroissement de la fréquence et de la durée des périodes de tension sur la ressource en eau, auquel l'usine devra s'adapter. Pour garantir la pérennité de la production de l'usine, des scénarios de fonctionnement en mode dégradé (restrictions d'accès à l'eau) mériteraient d'être étudiés, ainsi que les conséquences sur les milieux récepteurs (rejets d'eaux traitées en période d'étiage prolongée).</p> <p>Aucun bilan des émissions de gaz à effet de serre du projet n'est réalisé. L'incidence ne peut donc être évaluée en l'état. Les informations fournies dans le dossier en termes d'émissions de gaz à effet de serre restent trop génériques et qualitatives. Un bilan sur la durée de vie du projet doit être effectué permettant d'identifier les leviers d'amélioration, puis de proposer les mesures adéquates pour la réalisation d'un projet en accord avec les objectifs de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique, issue du PNACC-3d.</p>	<p>Les ETS MICHEL ont mis en place un groupe de travail afin d'identifier les enjeux associés aux changements climatiques. Le maintien de la fourniture et la qualité des aliments en période de sécheresse ont notamment été définis comme enjeux prioritaires. Un plan des actions à mener à court et à moyen terme en période de sécheresse a ainsi été défini afin d'assurer une production qualitative tout en limitant les consommations en eau. Par ailleurs, comme il est indiqué dans l'étude d'impacts, le site fait l'objet d'un arrêté spécifique sécheresse comportant les mesures techniques et organisationnelles à mettre en œuvre selon le niveau de sécheresse avéré. Il est également précisé que les périodes de sécheresse critiques apparaissent majoritairement en été et qu'en cette période de l'année, les consommations en eau du site diminuent d'environ 10%. Cette baisse s'explique par le fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les épisodes d'épizooties sont moins marqués en été, ce qui nécessite moins de lavage des camions ; • La température des matières est naturellement plus élevée en été, ce qui nécessite de moins les chauffer en étape de pressage et donc de réduire l'adduction de vapeur. <p>L'autre enjeu prioritaire identifié est d'assurer la continuité de la production en périodes de fortes chaleurs. Dans le même esprit qu'en période de sécheresse, le site a défini un plan des actions à mener à court et moyen terme afin de pouvoir assurer la production d'aliments pour animaux en période de fortes chaleurs.</p> <p>Le site des ETS MICHEL s'inscrit dans l'objectif national de la Nutrition Animale qui souhaite baisser ses émissions de gaz à effets de serre de 20% entre 2020 et 2030. Dans ce contexte, bien que non concerné par l'obligation réglementaire de réaliser un bilan des émissions de gaz à effets de serre (seuls les sites employant plus de 500 personnes sont concernés), le site des ETS MICHEL a réalisé, sur la base du volontariat, un bilan de ses émissions de gaz à effets de serre sur la période avril 2024 – mars 2025 selon la méthode Bilan Carbone® version 8 (qui correspond à la méthode développée par l'ADEME et l'Association Bilan Carbone (ABC)).</p>	-

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
<p><i>L'Ae recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>de réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre et d'identifier les leviers et mesures à disposition pour réduire les émissions, en intégrant les effets directs et indirects du projet ;</i> <i>d'approfondir la réflexion en matière d'adaptation du fonctionnement de l'usine dans un contexte de changement climatique induit par le scénario de réchauffement identifié dans le PNACC-3.</i> 	<p>Ce bilan, réalisé sur la base du fonctionnement actuel du site, permet d'identifier les principales sources d'émissions de gaz à effets de serre. Il en ressort que 91% des émissions de gaz à effets de serre du site sont induites par les matières premières utilisées dans le process (culture et transport).</p> <p>Actuellement, le site manque de stockage pour diversifier encore plus ses recettes en termes de performance nutritionnelle et d'empreinte carbone.</p> <p>La mise en œuvre du projet permettra d'offrir plus d'espace et de diversité en termes de stockage de matières premières et de produits finis. Ainsi, la nouvelle tour de stockage dosage permettra d'augmenter le nombre de références de matières premières et ainsi de sourcer davantage de références en termes de matières premières. Le site pourra donc se positionner ainsi sur des marchés bas carbone, contribuer encore plus à la nutrition de précision et à la baisse de l'empreinte carbone par la diversification des recettes fabriquées.</p> <p>Précisons enfin qu'il est prévu de mettre à jour ce bilan des émissions de gaz à effets de serre tous les 4 ans. La future mise à jour de ce dernier permettra ainsi d'intégrer le fonctionnement du site après projet.</p> <p>Enfin, un atelier mené sur site selon la méthode AdACC (Ateliers de l'Adaptation au Changement Climatique – Bretagne Compétitivité) a permis d'explorer les pistes potentielles en termes d'adaptation des activités au changement climatique. Il en ressort notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation de la capacité de production et de stockage apporterait plus de souplesse en termes d'organisation de la production. En période de fortes chaleurs, il serait ainsi possible de ralentir, voir d'arrêter la production sur certaines périodes de la journée ; • L'augmentation des capacités de stockage permettrait de développer de nouvelles recettes dont certaines pourraient être spécialement conçues pour les fortes chaleurs. 	

Observation	Réponse de l'exploitant / Prise en compte dans l'étude	Référence
3.7. Risques industriels		
<p>Les principaux risques encourus sur le site sont le risque d'incendie (matières premières ou produits finis), le risque d'explosion (matières premières), le risque d'ensevelissement en cas de rupture de silo et le risque de déversement accidentel. Le phénomène dangereux est modélisé pour chaque scénario et l'exposition des personnes est évaluée. Ces risques concernent notamment les futurs silos de stockage. L'étude met en évidence que les effets matériels et humains restent circonscrits à l'intérieur du site, c'est le cas en particulier des flux thermiques, ce qui limite le risque de propagation d'incendie aux boisements proches.</p> <p>Les milieux naturels sont susceptibles d'être atteints par un déversement accidentel de produits techniques, d'huiles, de mélasse ou d'acides aminés. Les différents moyens mis en œuvre, ainsi que leur localisation, pour limiter les risques d'atteinte aux milieux naturels (sol et milieux aquatiques) doivent être clarifiés.</p>	<p>L'ensemble des produits techniques, des huiles, des mélasses et des acides aminés est stocké sur rétention. Les risques d'atteintes aux milieux naturels sont donc maîtrisés.</p> <p>Des procédures d'urgence sont également établies dans le cadre du système de management de l'environnement du site.</p>	-

Annexes

Annexe 1 : Démarche RSE du Groupe MICHEL

Annexe 1 :
Démarche RSE du Groupe MICHEL

RSE



NOTRE DÉMARCHE

SOMMAIRE

Introduction

p.3

Le Groupe Michel,
une histoire
et des valeurs

p.5

La stratégie RSE :
Reflet de nos valeurs et
de nos actions

p.8-10

**Notre feuille de
route 2025-2027 :**
Vers une transition
durable et résiliente

p.35

p.4

Notre vision :

La RSE comme maillon
stratégique de la chaîne de
valeur du Groupe Michel

p.6-7

Convergence des engagements RSE

Modélisation de
la chaîne de valeur

p.11-34

Notre RSE* en actions

* Responsabilité
Sociétale des
Entreprises

INTRODUCTION



Fournir de la valeur à nos clients éleveurs, que cette valeur soit économique mais aussi humaine, et ceci afin de pérenniser nos filières de productions locales.



634 M€
de chiffre
d'affaires

396
collaborateurs



859 000 T
d'aliments
commercialisés



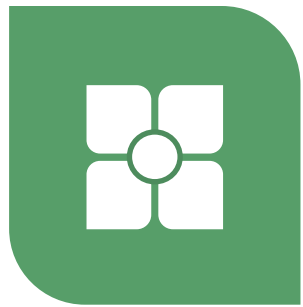
5% de PDM

3
régions

21
entreprises

8 marques

100%
familial depuis
1947



NOTRE VISION : LA RSE COMME MAILLON STRATÉGIQUE DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU GROUPE MICHEL

“

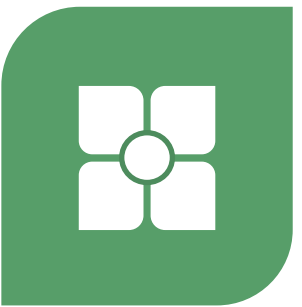
Au sein du Groupe Michel, la RSE n'est pas un dispositif périphérique : elle est au cœur de notre chaîne de valeur. En tant qu'**entreprise familiale, la responsabilité a toujours été partie prenante de notre développement.** Elle reflète concrètement nos **actions**, nos **engagements** et notre **manière de faire entreprise.**

Notre stratégie RSE est donc naturellement au service de notre stratégie de pérennisation. Elle est le miroir de notre quotidien : elle traduit nos **choix**, nos **pratiques** et notre **volonté d'agir** avec responsabilité. En cohérence avec nos valeurs – performance, proximité, esprit familial, indépendance et innovation – elle nous permet de **structurer nos démarches de progrès**, de **renforcer notre compétitivité** et de **répondre aux attentes** de nos parties prenantes.

En intégrant la RSE dans l'ensemble de nos projets, nous affirmons notre ambition : **construire une croissance durable et résiliente, en phase avec les enjeux de notre époque et les réalités du monde agricole.**

”

Matthias, Joachim et Ludovic MICHEL,
co-dirigeants du Groupe Michel
3ème génération



LE GROUPE MICHEL, UNE HISTOIRE ET DES VALEURS

Depuis notre création en 1947, le Groupe Michel demeure une entreprise 100% familiale dans un monde agricole en constante transformation.



Attaché à promouvoir une agriculture familiale, diversifiée, entrepreneuriale et résiliante, nous nous distinguons en tant que **premier acteur privé à capitaux familiaux** dans les secteurs de la nutrition animale, notre cœur de métier, et de l'organisation des filières d'élevages.

Fondé en 1947 par Louis et Armandine MICHEL, et aujourd'hui dirigé par la troisième génération avec la même passion, notre groupe incarne la résilience des filières de productions animales du Grand Ouest.

Parmi les dernières entreprises familiales et privées dans un secteur dominé par les coopératives agricoles, nous pérennisons notre développement en tant que **challenger indépendant et innovant** au service des éleveurs entrepreneurs.

Aussi, nous avons fait le choix de nous spécialiser dans les métiers de la **nutrition animale**, concentrant ainsi nos efforts sur le développement de nos compétences et d'un savoir-faire d'excellence. Cette spécialisation nous permet d'apporter une réelle valeur ajoutée pour nos clients en termes de **performance**, de **qualité** et d'**innovation** dans les produits et services que nous leur proposons.

Notre modèle d'affaires repose sur la confiance, l'agilité et la performance, offrant aux éleveurs une **alternative** précieuse au modèle d'intégration, parfois imposé par les coopératives agricoles. Nos activités reposent donc sur le **respect des intérêts individuels des agriculteurs** tout en favorisant des **filières responsables et compétitives.**

Contribuer à la souveraineté alimentaire de la France

1

Pérenniser les
filières locales



2

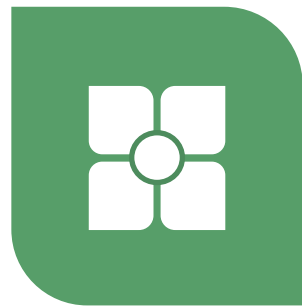
Valoriser
nos métiers



3

Agir face au
changement
climatique





CONVERGENCE DES ENGAGEMENTS RSE :

MODÉLISATION DE LA CHAÎNE DE VALEUR

Challenger indépendant et innovant

Pérenniser notre développement tout en valorisant notre savoir-faire vers de nouveaux marchés

Au service des éleveurs entrepreneurs et de filières responsables et compétitives

L'ADN DU GROUPE : RESSOURCES

Capital humain :

- 396 collaborateurs : dont 91 cadres – 44 agents de maîtrises / techniciens – 125 employés – 136 ouvriers
- Moyenne d'âge collaborateurs : 41 ans
- 3 500 clients éleveurs

Ressources naturelles et agricoles :

- 784 KT de matières premières achetées sous contrat
- Achat matières premières : 255 M€
- Achats marchandises (animaux) : 313 M€
- Eau
- Electricité
- Combustibles fossiles

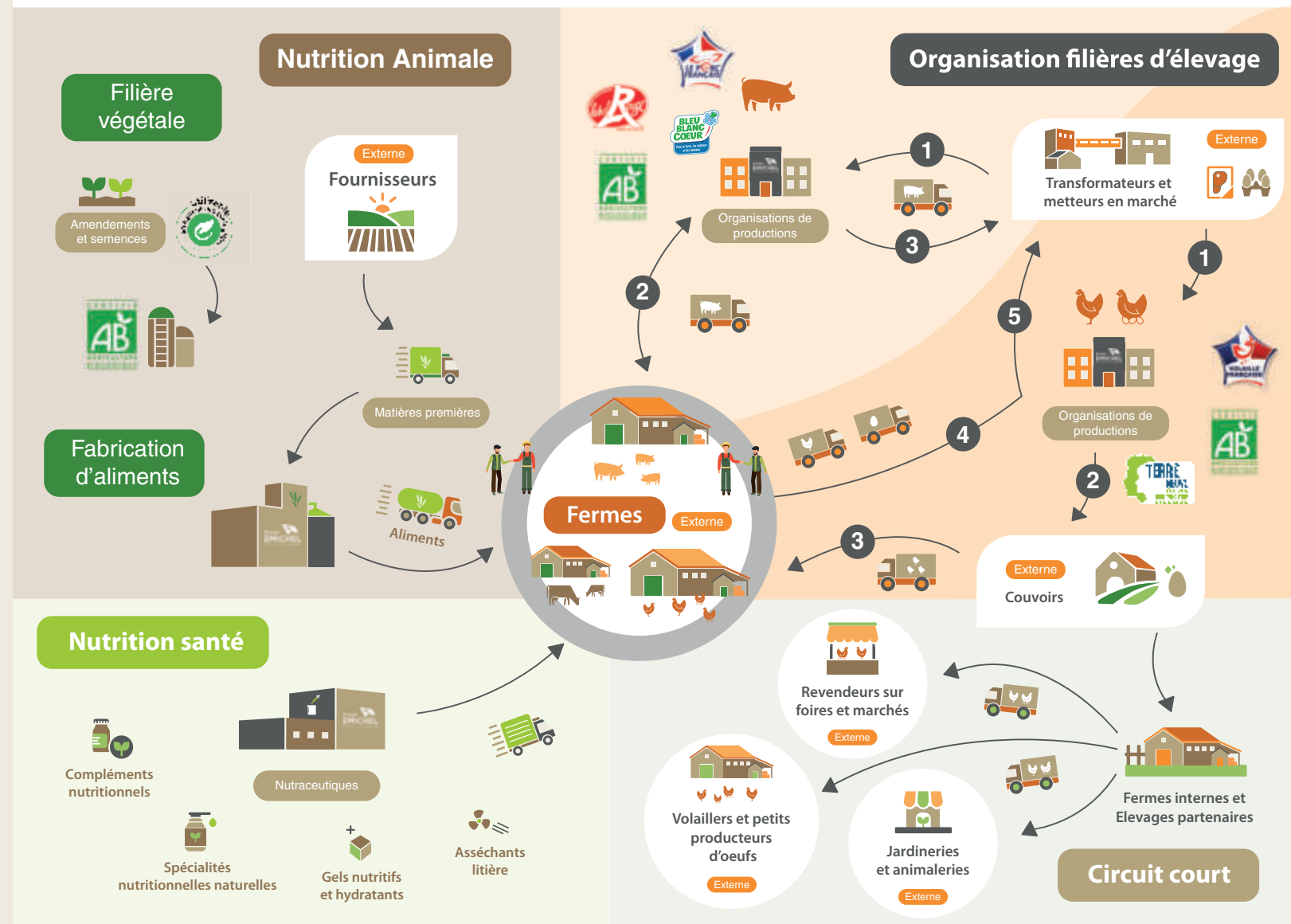
Ressources industrielles et technologiques :

- 3 usines de fabrication d'aliments
- 2 usines spécialisées
- 3 organisations de filières d'élevages
- + de 300 M de données d'élevages de volailles agréées depuis 2021

Ressources financières :

- Capital familial
- Partenaires bancaires

NOTRE MODÈLE D'AFFAIRE FOURNISSEUR DE VALEURS



PARTAGÉ AVEC NOS PARTIES PRENANTES

Chiffre d'affaires : 634 M€

Avec nos clients éleveurs :

- 859 KT d'aliments vendues dont répondant aux cahiers des charges certifié (7%) et Agriculture biologique (3%)
- 120 constructions ou rénovations de poulaillers en volailles de chair dont 81 créations de jardins d'hiver depuis 5 ans
- 60 projets d'élevages d'installation, construction ou développement de bâtiments porcs depuis 5 ans
- 45 projets d'installation, construction ou développement en poulettes ou poules pondeuses depuis 3 ans

Avec nos collaborateurs :

- Investissements : 5.8 M€ avec une moyenne de 5.5 M€ sur les 5 dernières années
 - Formation : 169 K€ (avant octroi remboursement et incluant apprentissage)

Avec nos partenaires et fournisseurs :

- 71% des matières premières d'origine France dont 100% des céréales et des issues de meuneries d'origine France
- 33 M d'animaux vivants mis sur le marché (volailles de chair, porc, poulettes) dont :
 - poulettes : 4.4 M d'animaux vendus aux éleveurs
 - volailles de chair : 28 M (soit 3,1% de la production nationale)
 - porcs : 537 K animaux (soit 2.4% de la production nationale) vendus aux abattoirs
- 85.7 M d'œufs plein air vendus répartis 89% bio et 11% conventionnel

Avec la société civile :

- 4.3 M€ d'impôts et taxes (dont impôt sur les sociétés)



LA STRATÉGIE RSE : REFLET DE NOS VALEURS ET DE NOS ACTIONS

Notre vision



UN ACTEUR ENGAGÉ DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Le Groupe Michel se positionne comme un **acteur engagé et responsable**, partenaire des éleveurs dans le Grand-Ouest. Bien au-delà de la simple fourniture d'aliments, notre mission est de **créer de la valeur économique et humaine pour nos clients-éleveurs**. En accompagnant les **filières locales**, nous contribuons à leur pérennité et à la vitalité des territoires, dans une logique de partenariat durable.



DES VALEURS FORTES AU COEUR D'UN RÉSEAU RÉGIONAL

Notre organisation repose sur un **réseau d'entreprises spécialisées**, ancrées dans les territoires, qui nous permet d'allier **réactivité opérationnelle** et **proximité** avec nos clients. Ce modèle est porté par des valeurs fortes : **l'esprit familial**, qui favorise la cohésion et la confiance ; la **performance**, moteur de notre exigence ; et la **proximité**, qui nourrit notre engagement quotidien auprès des acteurs du monde agricole.



L'INNOVATION COMME LEVIER DE TRANSFORMATION

L'innovation est un **pilier central** de notre développement. Elle se traduit par des avancées concrètes dans **la nutrition de précision et la nutrition-santé animale**, le déploiement de **solutions numériques** telles que Certi'Ferre ou la plateforme eMIsphère, et l'intégration de **technologies de pointe** comme les capteurs connectés et **l'intelligence artificielle** dans les élevages. Ces outils renforcent notre capacité à **accompagner les transitions** du secteur avec agilité et responsabilité.

Notre positionnement RSE

AGIR POUR UNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DURABLE

La souveraineté alimentaire représente le **droit fondamental de chaque pays à préserver et développer la capacité à produire son alimentation** de base, dans le respect de la diversité des cultures, des produits, des territoires et des pratiques agricoles.

Dans un contexte de profonds bouleversements sociétaux, le Groupe Michel affirme une conviction forte : **l'élevage français est un pilier essentiel du maintien de cette souveraineté**.

L'agriculture ne doit pas être perçue comme un problème, mais bien comme une des solutions majeures aux défis de notre époque.

C'est dans cette perspective que le Groupe Michel a initié la formalisation de sa démarche RSE, traduisant ses engagements et ses actions en une **stratégie structurée et cohérente**.

Trois piliers fondateurs en émergent, véritables axes structurants de notre responsabilité :

- La pérennisation des filières d'élevage, pour garantir leur viabilité économique et sociale
- La valorisation des métiers de la nutrition animale, pour renforcer leur attractivité et leur reconnaissance
- L'action face aux changements climatiques, pour contribuer activement à la transition environnementale

Ensemble, les piliers dessinent la trajectoire d'un **élevage responsable et résilient, capable de nourrir les générations futures tout en préservant notre environnement**.



La parole à :

Matthias MICHEL, Président
Directeur Général - **Groupe Michel**

Quelle place la RSE occupe-t-elle dans les valeurs du Groupe Michel ?

Au sein du Groupe Michel, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est un **maillon important de notre chaîne de valeur**. Elle ne se limite pas à un cadre réglementaire ou à une posture : elle est **au service de notre stratégie d'entreprise** et reflète concrètement nos actions.

Nos cinq valeurs – **performance, proximité, esprit familial, indépendance et innovation** – trouvent un prolongement naturel dans les piliers de la RSE. La performance se conjugue avec **durabilité**, la proximité avec les parties prenantes nourrit notre **responsabilité sociale**, l'esprit familial renforce la **cohésion** et le **respect**, l'indépendance nous permet de faire des **choix qui s'inscrivent dans la durée**, et l'innovation nous pousse à **anticiper les enjeux de demain**.

En intégrant la RSE dans notre stratégie, nous faisons le choix d'une croissance orientée vers le mieux : **mieux produire, mieux collaborer, mieux préserver**.

Comment les enjeux de développement durable ont-ils émergé au sein de l'entreprise ?

La notion de développement durable est présente dans le groupe depuis les **années 2000** avec notamment le déploiement de nos **démarches de certification qualité** ainsi qu'avec le **développement des démarches** volailles certifiées et Bleu Blanc Coeur en porc.

Le modèle du Groupe Michel repose sur une **vision de long terme**, en cohérence avec notre ancrage agricole et territorial. Face aux enjeux environnementaux, sociétaux et réglementaires, nous avons engagé une **démarche structurée et volontaire** pour intégrer durablement ces dimensions dans notre stratégie.

En 2023, encouragés par nos partenaires institutionnels (notamment le SNIA) et financiers, nous avons amorcé un travail de prise de conscience et de priorisation des enjeux ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Cette dynamique s'inscrit dans notre volonté de faire de la RSE un levier stratégique, au service de la performance globale du groupe.



Cette évolution est le **reflet de notre engagement** à inscrire nos activités dans une logique de durabilité, en cohérence avec nos valeurs et notre responsabilité d'entreprise indépendante.

Dans quelle mesure le développement durable influence-t-il le futur du Groupe Michel ?

Le développement durable est un **axe structurant** de notre stratégie d'entreprise. Il influence nos décisions, nos projets et notre manière de concevoir la croissance.

Nous valorisons les **bonnes pratiques déjà existantes**, fruits du travail quotidien de nos équipes, et nous les inscrivons dans une **logique d'amélioration continue**. En intégrant les principes de double matérialité, nous analysons à la fois l'impact de nos activités sur les personnes et l'environnement, et l'influence des enjeux durables sur notre performance, nos parties prenantes et notre compétitivité.

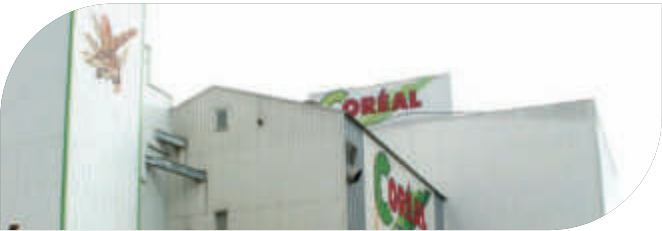
Cette approche nous permet de **rester fidèles à notre vision** : une **RSE pragmatique et opérationnelle** qui accompagne notre ambition de construire une entreprise performante, responsable et résiliente, en phase avec les attentes de notre époque et **au service de filières responsables et compétitives**.

Notre engagement

UNE DÉMARCHE STRUCTURÉE, COLLABORATIVE ET ANCRÉE SUR LE TERRAIN

Accompagné par deux cabinets spécialisés, le groupe a amorcé sa démarche RSE en s'appuyant initialement sur la directive CSRD¹ pour identifier les thèmes prioritaires. Toutefois, les évolutions réglementaires de début 2025 — notamment la révision de la directive Omnibus — ont modifié son champ d'application. Si le groupe n'était plus soumis aux seuils de la CSRD, le Comité Exécutif a choisi de s'inspirer de la norme volontaire VSME², adaptée aux PME, pour structurer sa stratégie de durabilité sans obligation de reporting à ce stade.

1. Corporate Sustainability Reporting Directive
2. Voluntary reporting standard for SMEs



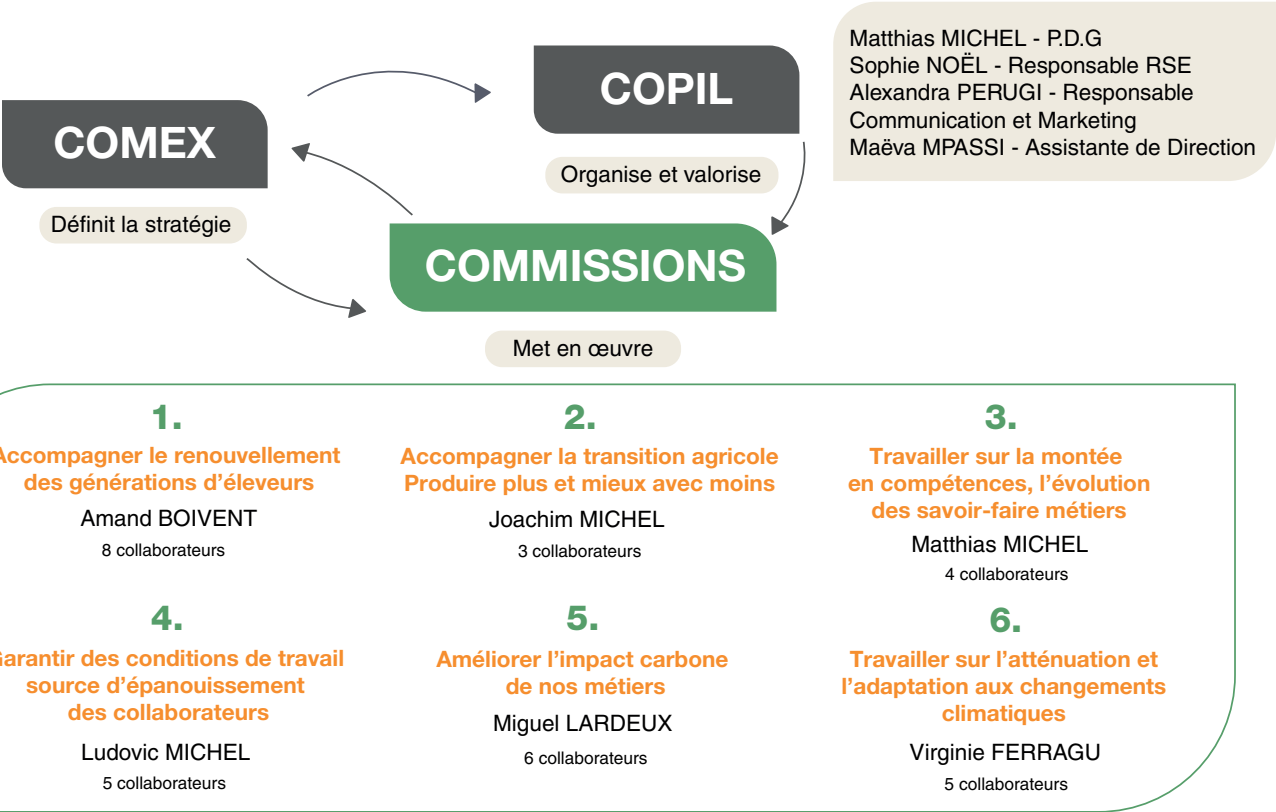
Un premier diagnostic a été mené dès 2023, autour des thématiques CSRD, incluant :

- La consultation des parties prenantes bancaires
- L'analyse documentaire
- Un atelier participatif avec le COMEX
- Un questionnaire interne adressé à l'ensemble des collaborateurs

Ce processus collaboratif a permis de définir 3 axes stratégiques, déclinés en 6 axes opérationnels, ainsi que le premier plan d'actions de l'entreprise.

En 2024, une gouvernance RSE a été mise en place, marquant le passage à une phase plus dynamique et collective.

Gouvernance de la RSE



NOTRE RSE EN ACTIONS





AXE N°

1

Pérennisation des filières d'élevage





ACCOMPAGNER LE RENOUVELLEMENT DES ÉLEVEURS :

SOUTENIR LES ÉLEVEURS,
ENCOURAGER LA RELÈVE
GÉNÉRATIONNELLE

Actions prioritaires en 2025 :

Des partenariats pour l'avenir de l'agriculture

Le Groupe Michel initie une démarche de partenariat avec les établissements d'enseignement agricole du Grand-Ouest, avec une première prise de contact prévue auprès de 15 écoles. L'objectif est de faire connaître le groupe, ses entreprises, ses métiers et ses engagements, auprès des futures générations d'éleveurs.



La parole à :

Alain SALMON, Responsable technique et commercial volailles de chair
- Ets. Michel

Selon toi, quels sont aujourd'hui les principaux défis liés au renouvellement des générations dans le métier d'éleveur ?

Aujourd'hui, le principal défi est de **trouver des éleveurs pour remplacer ceux qui arrêtent**. Deux cas de figure se présentent : soit **la reprise d'élevages existants**, soit **la construction de bâtiments neufs** pour de nouveaux entrants, qui ne viennent pas forcément du milieu agricole. Mais ce n'est pas simple, notamment parce que ces nouveaux profils n'ont pas toujours l'assise financière ni la légitimité bancaire nécessaire pour se lancer.

Comment le Groupe Michel s'y prépare ?

C'est un sujet que le **groupe anticipe depuis longtemps**. Déjà il y a une vingtaine d'années, Jean-Yves Michel s'en préoccupait. Nous avons recensé tous les éleveurs, leur âge, leur date de retraite et la présence éventuelle d'un successeur. Aujourd'hui encore, nous restons très vigilants, nous organisons des portes ouvertes, **nous communiquons davantage pour capter les jeunes qui projettent de s'installer**. Même si nous progressons en termes de notoriété et de visibilité, nous nous rendons compte que **certaines personnes ne nous connaissent pas encore, ce qui montre qu'il faut faire encore plus**. Nous devrions être incontournables, mais nous ne le sommes pas encore.



Sur quels projets du Groupe Michel es-tu particulièrement impliqué pour dynamiser le renouvellement des générations ?

Avec la commission RSE, je participe à **renforcer notre présence dans les écoles agricoles**, en ciblant celles qui correspondent le mieux à notre identité et où nous pouvons espérer un retour à court ou moyen terme. Nous nous intéressons aux formations des MFR, Bac Pro, BTS, écoles d'ingénieurs... **Une majorité de leurs élèves ont pour projet de s'installer dans les années à venir**. Nous cherchons donc à nouer un partenariat pour nous faire connaître, participer à la formation des éleveurs de demain et provoquer des vocations en élevage. Nous souhaiterions nous offrir le maximum de chances pour qu'ils nous rejoignent, un peu plus tard.

Au travers de ma casquette de Responsable Technique et Commercial des activités volailles des Ets. Michel, je participe à la **prospection du parc existant** : auparavant, j'avais une dizaine de classeurs avec les caractéristiques de chaque éleveur : nombre de poulaillers, type de production, équipes... Chaque visite y était annotée. Mes collègues commerciaux volailles sur la zone Nord-Est ont pris le relais, mais la démultiplication des classeurs a rendu le tri et l'analyse difficiles.

D'où **l'idée de la nouvelle génération d'avoir tout sur tablette, accessible à tous**. Cela nous permet de prospecter efficacement et de repérer les opportunités. Récemment, j'ai ciblé des éleveurs proches de la retraite, j'ai discuté avec eux de la succession et d'éventuels investissements pour la faciliter comme le jardin d'hiver. Ils m'ont rappelé six mois après pour avancer sur leur projet. **Être présent avant la retraite augmente nos chances d'attirer un jeune repreneur**. Il faut donc être présents sur le terrain en renforçant nos équipes commerciales, c'est un investissement indispensable.

Et le métier d'éleveur de demain, comment l'imagines-tu ?

Le métier restera **fondamentalement le même**, avec la même **exigence d'implication et d'observation**. L'arrivée de l'intelligence artificielle va aider à optimiser l'efficacité et la réactivité des éleveurs mais également de nos techniciens qui les accompagnent. Avec le temps, certains projets pourraient se spécialiser davantage. Dans nos autres zones commerciales, comme les Pays de la Loire ou le Finistère, les élevages sont par exemple déjà très spécialisés.

Être en contact avec les écoles agricoles, c'est préparer dès aujourd'hui les éleveurs de demain.



ACCOMPAGNER LA TRANSITION AGRICOLE POUR PRODUIRE PLUS, ENCORE MIEUX AVEC MOINS ET PRÉSERVER LES FILIÈRES LOCALES

Promouvoir la confiance en garantissant la qualité, la transparence et le respect des normes, tout au long de la chaîne de production.

Actions prioritaires en 2025 :

La donnée, levier de valeur dans les projets filières

Grâce à la collecte et à l'analyse des données, le Groupe Michel développe de nouvelles synergies au sein des filières, renforçant la traçabilité, la performance et la durabilité des pratiques agricoles.

Focus filière volailles



Développer un modèle d'intelligence artificielle prédictive

Grâce à la structuration des données via la plateforme eMIsphère et au déploiement de l'intelligence artificielle dans les élevages, le Groupe Michel optimise les performances des exploitations, anticipe les besoins des animaux et contribue à l'amélioration de leur bien-être.



La parole à :

Sylvain SAUVAGE, Technicien volailles - Ets. Michel

Quel est l'objectif du projet coMI SENSE ? Pour répondre à quelles attentes ?

CoMI SENSE est un véritable **outil d'aide à la décision** basé sur un **dispositif automatisé de surveillance**, analysant du son et de la vidéo qui accompagne les éleveurs de dindes et de poulets, clients du Groupe Michel, au quotidien dans la conduite de leur élevage. Grâce à l'intelligence artificielle, notre solution **détecte précocement les signes de stress, de maladie ou d'anomalies dans le bâtiment**.



Comment cela fonctionne-t-il ?

C'est un **outil de monitoring sonore et vidéo** qui analyse à l'aide du *machine learning* ce qu'il se passe dans le bâtiment 24h/24, 7 jours/7 : coMI SENSE restitue à l'aide d'**indicateurs clairs et fiables** la situation à l'instant T sur la tablette de l'éleveur (*ndlr* : via l'application Certifierme Pro). L'outil peut également **anticiper les problèmes, grâce à l'analyse des sons**, et envoie une notification d'alerte par SMS ou sur la tablette à l'éleveur.

Quel a été ton rôle dans ce projet ?

Mon rôle a principalement consisté à **réaliser un travail d'annotation** fastidieux, mais essentiel. **Toutes les deux semaines, je consacre une demi-journée en binôme à écouter les bandes-son pour les identifier et les renseigner dans un logiciel de collecte de données.** Derrière un cri ou une vocalise, il y a souvent une anomalie, voire une pathologie. Avec mon expérience et celle des éleveurs, nous avons nourri la machine pour entraîner le modèle d'intelligence artificielle prédictive. Nous avons ainsi pu **caractériser une vingtaine de sons**, comme la toux, qui peut annoncer une bronchite infectieuse, ou encore d'autres bruits révélateurs de troubles digestifs ou parasitaires. Nous réalisons, en ce moment-même, le même travail avec la vidéo afin d'apprendre à la machine à **croiser les données sonores et vidéos** pour détecter, confirmer ou proposer d'autres pistes à l'analyse sonore.

Pourquoi s'intègre-t-il dans la démarche RSE du Groupe Michel ?

Ce projet s'intègre pleinement dans notre démarche RSE, même si, au départ, nous n'en avons pas conscience et ne le formulons pas ainsi. En proposant une solution d'aide à la décision, nous **contribuons non seulement à améliorer les performances** des élevages, mais aussi à **renforcer le confort de travail** des éleveurs. C'est également un véritable **outil de formation pour les nouveaux installés**, qui pourront bénéficier d'un accompagnement technologique facilitant leur apprentissage et leur quotidien.

Le monitoring sonore et vidéo
analyse le bâtiment 24h/24, 7
jours/7.



ACCOMPAGNER LA TRANSITION AGRICOLE POUR PRODUIRE PLUS, ENCORE MIEUX AVEC MOINS ET PRÉSERVER LES FILIÈRES LOCALES

Promouvoir la confiance en garantissant la qualité, la transparence et le respect des normes, tout au long de la chaîne de production.

Actions prioritaires en 2025 :

La donnée, levier de valeur dans les projets filières

Grâce à la collecte et à l'analyse des données, le Groupe Michel développe de nouvelles synergies au sein des filières, renforçant la traçabilité, la performance et la durabilité des pratiques agricoles.

Focus filière ruminants



Optimiser la performance technique par la montée en compétences

Le projet interne **45L** vise à accompagner les éleveurs laitiers et à identifier les critères techniques, les protocoles et les actions précises qui permettent d'atteindre une production moyenne de 45 litres de lait par vache et par jour, en mobilisant une dizaine de techniciens des équipes du Groupe Michel avec l'appui technologique de **Techna** pour la collecte et l'analyse des données.



La parole à :

Maxence LEGRAND, Responsable des activités Ruminants - Groupe Michel

Comment se met concrètement en place le projet 45L sur le terrain, depuis la sélection des élevages participants jusqu'aux actions menées avec les techniciens et l'appui de Techna ?

L'idée, c'est d'identifier les points de blocage sur chaque exploitation, puis de repérer les leviers d'amélioration pour libérer la performance et atteindre les 45 litres. Nous commençons par un audit pour évaluer la situation : il est mené par le technicien du groupe qui suit l'élevage.



Puis nous proposons des pistes d'actions adaptées. Ensuite, c'est l'éleveur qui choisit ce qu'il souhaite mettre en œuvre : il reste maître chez lui.

Nous sélectionnons des **éleveurs motivés, moteurs, prêts à expérimenter** et à partager les résultats. Souvent, ce sont des exploitations équipées de robots, même si ce n'est pas toujours le cas. Nous travaillons avec des **partenaires de confiance**, impliqués depuis longtemps, et menons des essais ciblés selon les élevages — par exemple sur l'apport de sucre ou les profils d'acides gras. Les données sont ensuite partagées pour dégager des **enseignements communs**, dans une **démarche souple et adaptée à chaque situation**.

La collaboration entre les équipes de Coréal et des Ets Michel est-elle une nouveauté pour le groupe ?

Oui, en partie. Nous avons déjà l'habitude d'échanger une à deux fois par an sur des sujets communs, mais c'est la première fois que nous menons ensemble un projet concret et structurant.

Quel horizon vous donnez-vous pour atteindre les objectifs de ce projet ?

Certains éleveurs approchent déjà ces niveaux, mais le projet ne se conçoit pas comme une course aux 45 litres. Il s'agit avant tout d'**un travail de fond sur les compétences**, avec une démarche progressive à moyen et long terme.

Ce projet nous permet d'avoir une **feuille de route commune**, de structurer notre progression et d'organiser la **montée en compétences de nos clients-éleveurs** et de nos équipes techniques. Ce projet s'inscrit dans notre démarche RSE pour accompagner la transition agricole, produire mieux avec moins et préserver les filières locales mais aussi promouvoir la confiance grâce à la qualité, la transparence et le respect des normes. Tous les élevages n'atteindront pas forcément 45 litres, et tous les éleveurs ne cherchent pas nécessairement à atteindre ce niveau. Cependant, **chaque palier franchi permet de progresser et viser plus loin**. Nous estimons que le projet s'étendra sur au moins deux à trois ans, tout en restant flexible selon l'évolution des situations.

Produire mieux avec moins,
préserver les filières locales et
promouvoir la confiance.



ACCOMPAGNER LA TRANSITION AGRICOLE POUR PRODUIRE PLUS, ENCORE MIEUX AVEC MOINS ET PRÉSERVER LES FILIÈRES LOCALES

Promouvoir la confiance en garantissant la qualité, la transparence et le respect des normes, tout au long de la chaîne de production.

Actions prioritaires en 2025 :

La donnée, levier de valeur dans les projets filières

Grâce à la collecte et à l'analyse des données, le Groupe Michel développe de nouvelles synergies au sein des filières, renforçant la traçabilité, la performance et la durabilité des pratiques agricoles.

Focus filière porcs



Un outil dynamique et précis pour piloter la performance des élevages porcins

Le Tableau suivi lot, développé par SERETAL, est un outil technologique qui permet un suivi dynamique, précis et en temps réel des élevages porcins, facilitant la détection des dérives, l'optimisation des pratiques et la comparaison des performances entre bandes et élevages.



La parole à :

Théo POUPON, technicien d'élevage porc – SERETAL

En quoi cet outil se démarque-t-il des autres outils à disposition des éleveurs de porc pour suivre les performances de leur élevage au sein de la profession ?

Les outils classiques de suivi d'élevage sont **centrés sur les résultats technico-économiques** analysés par période, tels que la GTE (Gestion Technico-Économique de l'Élevage) et la GTTT (Gestion Technico-Économique du Troupeau de Truies). Ces analyses sont effectuées tous les 6 ou 12 mois, généralement en lien avec le bilan comptable. Elles permettent de calculer des indicateurs comme l'**indice de consommation** ou la **productivité de l'élevage**... Cette approche présente toutefois une limite : elle fournit une vision rétrospective de la performance technico-économique sur la période écoulée, sans offrir de suivi en temps réel.



À l'inverse, le **Tableau suivi lot** que nous avons développé est un des outils majeurs dans **notre approche globale de l'élevage**. Il permet un **suivi dynamique, approfondi et instantané de chaque élevage**, directement sur le terrain et à distance.

Comment cela fonctionne-t-il ?

L'outil permet un suivi de chaque bande de porcs. L'éleveur doit identifier correctement ses animaux pour un rattachement fiable à leur bande d'origine. Nous récupérons automatiquement **certaines données d'abattage**, cependant les informations d'élevage doivent être saisies manuellement, par exemple en maternité : nombre de truies inséminées, nombre de truies pleines, etc.

Le tableau permet de **suivre la bande en continu, de détecter les dérives et d'alerter l'éleveur et le technicien**. Il trace aussi les changements de pratiques, qu'ils soient techniques, sanitaires ou alimentaires. Par exemple, des dérives peuvent passer inaperçues pour l'éleveur, comme un problème de distribution alimentaire : tout semble correct visuellement, mais le GMQ ou le TMP peuvent montrer que les animaux sont en réalité rationnés. Grâce à des données factuelles, l'outil facilite la **détection des dérives**, l'amélioration des **performances** et **sécurise** ainsi la **performance économique** de l'exploitation.

Indicateurs suivis :

- **Atelier truie** : % fertilité, mort-nés, nés vivants, sevrés
- **Post-sevrage et engraissement** : GMQ 8-30, GMQ 30-115, GMQ 8-115, % pertes, âge à 115 kg
- **Abattage** : TMP, poids d'abattage, plus-value, % saisies et observations

Est-ce que cet outil permet de comparer les élevages entre eux ?

Oui, il permet aux éleveurs de **se comparer anonymement** à leurs confrères, ce qui est très demandé. Les éleveurs aiment se situer par rapport à une moyenne et identifier leurs **points d'amélioration**.

Un dernier avantage à utiliser cet outil ?

La **rétroactivité** : bande par bande, nous pouvons valider les changements de protocole et revenir sur les résultats passés. Par exemple, certaines bandes peuvent présenter des problèmes récurrents, liés à des périodes spécifiques comme l'automne avec moins de lumière, ce qui impacte la fertilité. Grâce au tableau, nous pouvons analyser les données historiques et démontrer ces effets à l'éleveur pour ajuster les pratiques.

L'objectif n'est pas seulement de mesurer, mais de comprendre et d'anticiper.



AXE N°

2

Valorisation des métiers de la nutrition animale





TRAVAILLER SUR LA MONTÉE EN COMPÉTENCES, L'ÉVOLUTION SAVOIR-FAIRE MÉTIERS

Actions prioritaires en 2025 :

Priorité à l'alternance !

Le Groupe Michel a mené des enquêtes internes sur la formation, le recrutement, l'intégration et l'alternance. Parmi ces thématiques, l'alternance a été identifiée comme prioritaire, illustrant sa volonté de mieux accueillir et accompagner les jeunes en formation au sein de l'entreprise.



La parole à :

Léa QUINQUET, Apprentie Chargée de communication digitale
- Groupe Michel (JYM Nutrition)

Quelle est ta fonction au sein de l'entreprise ?

Je suis **chargée de marketing digital** au sein du service communication du Groupe Michel, en alternance. Mon rôle consiste à **mettre en pratique les enseignements de mon master tout en contribuant aux projets de communication** digitale du groupe.

Depuis quand es-tu en alternance ?

Je suis en alternance depuis **quatre ans**. J'ai commencé dès mon BTS et j'ai poursuivi en bachelor, puis en master, toujours en alternance. Au sein du Groupe Michel, je suis alternante depuis plus d'un an, ce qui m'a permis de **m'intégrer pleinement dans l'entreprise** et de **développer mes compétences professionnelles**.

Pourquoi avoir choisi l'alternance ?

Dès la fin du lycée, je savais que je ne voulais pas rester dans un système éducatif trop théorique. Je souhaitais **entrer rapidement dans le monde professionnel**. L'alternance m'a permis de **combinaison école et travail**, et de relier la théorie à la pratique. J'ai commencé avec un BTS, puis poursuivi avec un bachelor et enfin un master, et je me suis vite adaptée à ce rythme exigeant, surtout en master. Globalement, l'alternance a été pour moi une **expérience très positive, formatrice et motivante**, et m'a permis de **me sentir presque plus salariée qu'étudiante**. C'est un vrai tremplin pour la vie professionnelle.



En parallèle de ta mission principale, tu as choisi de t'investir dans la commission « Montée en compétences », pourrais-tu nous expliquer pourquoi ?

Quand on m'a présenté la commission, cela a tout de suite **fait écho à mon expérience dans un organisme de formation**, où j'avais déjà une bonne compréhension des dispositifs de formation et des partenaires externes. Aujourd'hui, en travaillant dans une entreprise cliente de ces organismes, j'ai **une vision complémentaire, interne**, qui me permet de croiser les deux perspectives. Concrètement, cela me permet de **proposer des améliorations et des idées pertinentes** pour le groupe.

Au sein de la commission, j'ai principalement **travaillé sur le recrutement**, un sujet étroitement lié à la formation et à la montée en compétences. Cette expérience m'a également permis d'avoir une **vision globale du groupe**, au-delà de mon service et du siège, et d'entendre les retours du terrain. Cela aide à prendre du recul, comprendre les réalités de chaque entité et à identifier des actions concrètes pour accompagner les jeunes et les alternants.

Pour moi, la formation et l'accompagnement des jeunes s'inscrivent dans **une démarche RSE essentielle** : il s'agit de préparer l'avenir du marché du travail en favorisant l'équilibre et la compréhension mutuelle entre les générations, en respectant les valeurs et le rythme de chacun.

Accompagner les nouvelles
générations, c'est préparer l'avenir
du marché du travail.



GARANTIR LES CONDITIONS DE TRAVAIL, SOURCE D'ÉPANOUISSEMENT DES COLLABORATEURS

Actions prioritaires en 2025 :

Sécurité des collaborateurs sur site

Le Groupe Michel a engagé un travail de recensement complet de l'ensemble de la documentation relative à la sécurité sur chacun de ses sites. Cette démarche vise à harmoniser les pratiques, renforcer la prévention des risques et garantir un environnement de travail sûr pour l'ensemble des collaborateurs.

Sécurité des livraisons chez les éleveurs

Une action spécifique a été lancée autour de la sécurité des livraisons d'aliments. L'objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'actions dédié afin d'assurer la sécurité des chauffeurs lors de leurs interventions chez les clients éleveurs.



La parole à :

Ludovic MICHEL, Directeur - Ets. Michel

Peux-tu nous présenter les différentes typologies de salariés au sein du groupe et les enjeux spécifiques de la commission sur les conditions de travail pour chacun ?

Au sein du groupe, nous distinguons quatre grandes typologies de salariés : les **ouvriers d'usine**, les **chauffeurs-livreurs**, les **personnels administratifs** et les **personnels itinérants**, comme les commerciaux ou les techniciens. La commission « Garantir les conditions de travail » a pour objectif d'apporter les **meilleures conditions possibles** à chacun.

Pour les ouvriers d'usine, le focus principal reste la **sécurité** : conformité aux obligations réglementaires et démarches de progrès pour prévenir la pénibilité et les accidents. Pour les chauffeurs-livreurs, nous avons lancé **un programme d'amélioration des conditions de livraison**, comprenant le recensement des sites problématiques, la mise en place de plans d'action et l'allocation d'un **budget prioritaire** pour traiter d'abord les situations les plus **dangereuses**, puis celles qui sont pénibles.

Le personnel administratif bénéficie d'un **accompagnement orienté sur l'ergonomie, les gestes et postures, la modernisation des outils et des espaces de travail**, tout en maintenant la cohésion d'équipe. Enfin, pour les personnels itinérants, l'attention se porte sur l'**amélioration des véhicules**, l'**organisation du travail** et le **déploiement d'outils numériques**, comme les notes de frais sur mobile.



Comment le groupe agit-il pour prévenir les accidents et réduire la pénibilité, selon les différentes catégories de salariés ?

La sécurité est la priorité pour tous les salariés. Pour les chauffeurs et les itinérants, certains risques peuvent être liés à la fatigue, à l'obsolescence des véhicules ou à des situations ponctuelles, comme la présence de sangliers sur les routes. Nous sensibilisons régulièrement les équipes, modernisons les véhicules et veillons à limiter les parcours trop longs — certains chauffeurs parcourent jusqu'à **50 000 km par an**. Au-delà des mesures matérielles, **la prévention passe aussi par l'état d'esprit** : chaque collaborateur doit être capable de reconnaître une situation dangereuse et d'adapter son comportement. Les procédures et affichages sont utiles, mais **la conscience du danger reste le premier rempart**.

Comment allez-vous concrètement sécuriser le travail des chauffeurs lors des livraisons en élevage ?

Le projet de **sécurité des chauffeurs** repose sur **un programme structuré en plusieurs phases** :

- Recensement des sites de livraison et identification des points critiques.
- Classement des sites selon l'urgence pour traiter d'abord les situations dangereuses, puis celles pénibles.
- Mise en place de plans d'action et allocation d'un budget spécifique pour intervenir rapidement et efficacement.

Nous déployons en parallèle **ALIA Tour, un outil embarqué sur les véhicules des chauffeurs**. Initialement conçu pour sécuriser les points de livraison et fournir une preuve de livraison, nous avons pour projet de l'utiliser comme **levier de prévention proactive** : les chauffeurs ont leur tournée intégrée dans l'application et pourraient disposer des protocoles sécurité mais aussi **signaler les dangers en temps réel**, transformant ALIA Tour en véritable outil de sécurité.

Comment organisez-vous le recensement, le déploiement des protocoles et le suivi des actions à l'échelle nationale ?

Le travail est colossal. Chaque site doit être recensé, les points critiques identifiés, les protocoles rédigés et diffusés. Nous devons **concentrer nos efforts sur les améliorations majeures et urgentes**, et allouer un **budget** pour intervenir rapidement.

Pour garantir la cohérence et la fiabilité de l'information, nous envisageons d'avoir des **chauffeurs référents** sur le terrain, qui ont la meilleure vision des dangers. Parallèlement, nous veillerons à **disposer d'indicateurs fiables** permettant de mesurer l'efficacité des actions à l'échelle nationale, conformément à la **charte de livraison** signée par le Groupe Michel.

Prévenir les accidents et réduire la pénibilité, c'est agir pour le bien-être de tous.



AXE N°

3

S'adapter à notre
environnement





ACCOMPAGNER LES ÉLEVEURS DANS LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE DES ÉLEVAGES

Actions prioritaires en 2025 :

Veille sur les outils de diagnostic carbone

Le Groupe Michel maintient une veille active sur les outils de diagnostic bilan carbone en élevage. Cette démarche permet de suivre l'évolution des méthodologies, d'identifier les solutions les plus pertinentes et d'accompagner au mieux les éleveurs dans la transition vers des pratiques plus durables.



La parole à :

Cécile BOULDÉ, Responsable Environnement - G.R.P.P.O

Quels outils et méthodes sont à la disposition des éleveurs pour mesurer et valoriser l'empreinte carbone de leur exploitation ?

C'est un sujet qui **suscite de l'intérêt depuis une dizaine d'années**. Beaucoup d'initiatives ont émergé sur le terrain. La profession a travaillé avec l'Institut technique du porc, l'IFIP, qui a développé un outil spécifique à l'élevage porcin, sorti en 2012. D'autres filières, comme le lait ou la volaille, ont également créé leurs propres outils, pilotés par les instituts de l'élevage.

Ces outils, comme **GEEP®** pour le porc ou **CAP'2ER®** pour le bovin et la volaille, nécessitent une formation préalable et sont totalement transparents : **nous savons exactement quelles données sont utilisées et comment les résultats sont calculés**. Le principal garde-fou, c'est que la méthode doit être validée par un bureau d'études normatif.

Comment les éleveurs adoptent-ils ces outils et quelles sont leurs motivations pour réaliser un bilan carbone ?

Au début, il y a eu une **émulation**, surtout à la sortie de l'outil. Depuis deux ou trois ans, l'intérêt s'est relancé pour **établir les états initiaux des élevages et construire des plans d'action**. Cette reprise est liée aux **engagements de décarbonation de la filière**, mais aussi aux exigences de nos acheteurs de viande, eux-mêmes engagés dans des démarches de réduction de leurs émissions.



Quelles différences observe-t-on entre filières et quels leviers permettent de réduire l'empreinte carbone dans chaque type d'élevage ?

Les élevages **bovins** ont été les premiers à s'engager, grâce à leurs **prairies, véritables puits de carbone**. Dans le **porc** et la **volaille**, nous constatons que les **productions standards ont un poids carbone relativement faible**. Les leviers d'action sont identifiés.

Quel est le rôle des groupements ou organisations de production dans le pilotage des outils carbone et comment sont protégées les données des éleveurs ?

Le groupement accompagne ses clients et adhérents en recherchant des **solutions concrètes** et en les orientant. Il s'agit de **ne pas les laisser seuls face à la complexité du sujet**.

Je participe toujours à des groupes de travail, notamment pour GEEP. Le GRPPO fait partie du comité de pilotage, comme la plupart des groupements bretons. Nous avons participé à la création de ce comité et validons aujourd'hui les orientations stratégiques et les publications associées.

Un point important est la **gestion des données** : nous sommes très vigilants. **Les données des éleveurs restent confidentielles**, car elles pourraient être exploitées hors de leur contexte.

Quels sont les bénéfices concrets pour les éleveurs à réaliser un diagnostic carbone et comment interprètent-ils ces résultats pour améliorer leurs pratiques ?

Le diagnostic permet d'**objectiver la situation de l'élevage** à un instant T, avec des données propres à l'exploitation : formulation, alimentation, performances techniques. Les éleveurs apprécient ces repères pour se situer et identifier leurs marges de progrès.

Cela ouvre la **discussion sur les leviers d'action** : certains ont déjà réfléchi à des évolutions techniques ou organisationnelles. Ce n'est pas toujours lié à la valorisation carbone, mais souvent à une volonté d'amélioration globale.

Les pratiques et choix d'investissement influencent directement les émissions. Un meilleur indice de consommation rime souvent avec meilleure performance environnementale.

Plus un éleveur maîtrise techniquement son outil, moins il émet. Et en réduisant ses émissions, il améliore souvent ses **résultats techniques et économiques** : efficience alimentaire, gestion optimisée des bâtiments, valorisation des produits. Tout est lié.

Plus un éleveur maîtrise techniquement son outil, moins il émet.



TRAVAILLER SUR L'ATTÉNUATION ET L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Actions prioritaires en 2025 :

Bilan carbone des sociétés du groupe

Le Groupe Michel s'engage à établir le bilan carbone de l'ensemble de ses sociétés. Cette démarche structurante permettra de disposer d'une vision globale et précise de son empreinte carbone, afin d'identifier les leviers d'action les plus efficaces à l'échelle du groupe.

État des lieux des mesures d'atténuation

En complément, un travail d'inventaire est mené pour recenser les mesures d'atténuation déjà mises en place dans les différentes entités du Groupe. Cet état des lieux constitue une étape essentielle pour valoriser les initiatives existantes et orienter les actions futures vers une réduction durable des émissions.



La parole à :

Virginie FERRAGU, Directrice opérationnelle usine - Ets. Michel

Pourquoi l'adaptation au changement climatique est-elle un enjeu stratégique pour votre métier et quelles contraintes financières ou réglementaires cela implique-t-il ?

L'adaptation est essentielle car elle nécessite de **projeter notre métier dans le temps**, en tenant compte du climat, des cultures, des intrants disponibles et des technologies qui pourraient ne plus fonctionner avec +4°C. Il faut aussi considérer les ressources énergétiques et leur évolution : gazole, gaz naturel, électricité... **Chaque choix engage pour 30 ans**. Nous manquons de compétences internes sur ces projections, notamment sur les données globales de notre métier, alors nous avons sollicité l'ADEME pour **nous guider**.

Cette démarche est également dictée par les **enjeux financiers et réglementaires**. Les assureurs et les financeurs exigent de comprendre comment le changement climatique impactera nos activités dans 10, 15 ou 30 ans. Les investissements sont lancés pour des périodes longues, donc **se tromper dans nos prévisions peut coûter très cher**.



Comment la commission se prépare-t-elle à l'adaptation et quels accompagnements ou outils utilisez-vous pour mieux comprendre et anticiper les risques climatiques ?

La commission a choisi de se faire accompagner par des experts externes, notamment par l'ADEME et Bretagne Compétitivité, pour **accéder à des données fiables sur l'adaptation**. L'accompagnement commence par une formation et une sensibilisation pour maîtriser le vocabulaire et le champ d'étude. Ensuite, nous accédons à **des outils pour projeter le climat à 10, 30 ou 40 ans**, comme les scénarios sur la Bretagne, et comprendre leurs impacts.

Mes attentes sont donc d'avoir une **vision globale, agricole et industrielle**, pour identifier ce que nous subissons, ce sur quoi nous pouvons agir et ce que nous pouvons anticiper. Nous voulons être armés pour ne pas nous tromper dans nos décisions, car les investissements sont lourds et sur le long terme.

Quels sont les principaux impacts du changement climatique sur vos activités ?

Le changement climatique affecte nos activités industrielles, avec des surchauffes des moteurs, transformateurs et serveurs, et peut compromettre l'approvisionnement en matières premières. Il impacte aussi les zones de culture et l'élevage : certaines zones ne seront plus cultivables, la densité et la taille des troupeaux devront peut-être évoluer, et les livraisons devront être adaptées.

Les nuisibles posent également un vrai problème. Les insectes s'adaptent rapidement aux nouvelles conditions climatiques et pénètrent dans nos stocks, malgré les mesures de protection.

Avoir une vision globale agricole et industrielle pour identifier ce que nous subissons, ce sur quoi nous pouvons agir et ce que nous pouvons anticiper.



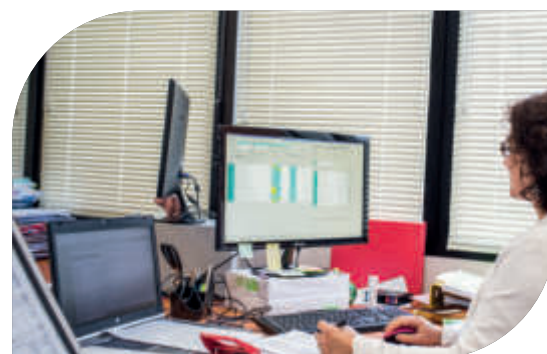
NOTRE FEUILLE DE ROUTE 2025-2027

VERS UNE TRANSITION DURABLE ET RÉSILIENTE

Acteur engagé du secteur de la nutrition animale, nous inscrivons notre démarche RSE dans une dynamique de transition à la fois environnementale et sociale. Notre feuille de route pour les mois à venir repose sur 3 axes de travail :

1 Structurer et suivre les actions engagées

Les travaux menés au sein des différentes commissions se poursuivent, avec **un renforcement du pilotage opérationnel**. Un inventaire des **indicateurs existants** est en cours pour **identifier les données clés**, suivre **l'impact des actions déjà mises en place**, et **définir des indicateurs de performance** alignés sur nos objectifs RSE.



2 Initier une démarche d'adaptation sur le long terme

Face à la montée des risques climatiques, nous lançons une démarche d'adaptation avec **un accompagnement externe** sur les deux prochaines années. Notre objectif est d'**anticiper les impacts sur nos matières premières**, nos infrastructures et nos territoires, et renforcer notre **résilience en tant qu'acteur agricole et industriel** exposé aux évolutions climatiques.



3 Finaliser nos bilans carbone pour piloter la réduction de notre empreinte

L'ambition du secteur de la nutrition animale est de réduire de 20% les gaz à effet de serre sur le volet alimentaire des élevages entre 2020 et 2030¹.

Pour atteindre cet objectif, il est **essentiel d'identifier concrètement les sources d'émissions sur l'ensemble de notre chaîne de valeur**.

La finalisation de nos bilans carbone nous permettra de **cibler les principaux leviers de réduction**, en particulier sur nos chaînes de production, de transport et d'approvisionnement. Les économies d'énergie sont désormais intégrées systématiquement à tous nos projets de rénovation ou de construction, avec une attention particulière portée à l'efficacité des équipements et à la performance énergétique des bâtiments.

1. Plan sectoriel Nutrition animale – AFCA CIAL – La Coopération Agricole – SNIA – avril 2024





JYM NUTRITION
6 parc de Brocéliande
35760 SAINT-GRÉGOIRE, FRANCE

+33 (0) 2 23 25 09 71
societe@jym-nutrition.fr

www.michel-nutrition.fr



NOUS REJOINDRE
SUR LINKEDIN

